

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (Xe)

Le Numéro-double : 3 fr.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Avant et après le XV^e Congrès bolchévik (*Boris Souvarine*). — Entre nous. — La Crise du communisme (*Primus*). — George Andreytchine en prison à Moscou. — La déportation des communistes ; Nos camarades déportés ; Pièces et documents : Les leaders de la révolution sont en route pour la dépor-

tation et l'exil ; Appel des déportés à l'Internationale. — La Révolution chinoise et les thèses de Staline (*L. Trotsky*). — Cercle Communiste Marx et Lénine. — Faux et usage de faux. — La Crise du P. C. allemand (*Karl Textor*). — A notre tour la parole (*Cercle Communiste Marx et Lénine*). — Un ordre du jour.

Avant et après le XV^e Congrès bolchévik

Le XV^e Congrès bolchévik n'a pas été d'un intérêt supérieur à celui des précédentes assemblées dites « du Parti » tenues depuis la disparition de Lénine. Ces sortes de réunions — les militants avertis le savent — sont des simulacres de consultation ; à peine si la présence, en ces occasions, de fonctionnaires provinciaux sert à prendre la température des populations éloignées du centre politique et administratif.

Depuis 1923, l'appareil bureaucratique du Parti ayant travaillé essentiellement à sélectionner les cadres à sa façon, avec le critérium de la servilité, les congrès et conférences furent exclusivement composés d'approbateurs professionnels. En 1924 déjà, un Trotsky, bien que membre du Bureau politique, n'était pas délégué au Congrès et ses partisans, tout membres du Comité central qu'ils fussent, n'avaient pas davantage de mandats. S'ils pouvaient alors prendre encore la parole, c'était pour exprimer des nuances d'opinion impénétrables au congressiste moyen, encore atténuées par force affirmations de loyalisme envers le Parti incarné par sa Direction, et en raison d'une sorte de vitesse acquise dans la discussion, d'un droit de critique traditionnellement respecté avant d'être identifié à l'action contre-révolutionnaire. Mais peu à peu, la comédie parlementaire bolchévique

devint elle-même superflue et, après l'extinction de la teneur relativement démocratique de la vie du Parti, les formes antérieures de cette démocratie disparurent graduellement.

Sous Lénine, les Congrès ne ressemblaient déjà pas beaucoup aux assemblées du même ordre d'Occident. Mais pour de sérieuses raisons. Le Parti était mobilisé en armée de guerre civile et se composait de chefs et de soldats. Ceux-là commandaient, ceux-ci obéissaient. Les délibérations du vaste état-major portaient sur des problèmes de tactique sans remettre de principes en question. Qu'il surgit un grave sujet de désaccord, et le Parti s'en saisissait, se passionnait, intervenait. Alors, celui-ci était peu nombreux et formé vraiment de socialistes, de communistes, de militants plus ou moins instruits, expérimentés, éprouvés. Quelque artifices que les uns ou les autres missent en œuvre — et dans quel pays, dans quel parti des tendances concurrentes n'en ont-elles pas usé ? — les assemblées ne pouvaient pas ne pas refléter les opinions de la masse. La proximité du danger imposait la recherche d'une ligne de conduite commune. Ainsi, au plus fort des luttes civiles et de la guerre aux frontières, les discussions sur Brest-Litovsk, sur le rôle des syndicats, sur la nep, n'avaient pas compromis l'unité,

Avec la paix, ce fut insensiblement un nouvel état de choses. Il ne s'agissait plus de se battre mais d'organiser un immense pays. De nouveaux adhérents, communistes de fraîche date, vinrent par centaines de milliers. Une division du travail s'institua : les anciens se répartirent dans les divers départements de l'administration publique et de la gestion économique, les nouveaux membres — renforcés de techniciens non-communistes — devenant des fonctionnaires sous leurs ordres. On se spécialisa, en se consacrant à des tâches qui ne laissaient pas le loisir de s'occuper de celles du voisin : une catégorie de camarades devinrent les professionnels du « travail du Parti » comme d'autres s'étaient improvisés diplomates, militaires, policiers ou magistrats. Il ne resta qu'une poignée d'hommes pour embrasser de la pensée l'ensemble de la situation et coordonner les activités diversifiées : Lénine et Trotsky les dominaient de leur supériorité intellectuelle reconnue, indiscutable et incontestée.

Mais l'énormité de la besogne les débordait ; il fallait courir au plus pressé ; on dut se diviser le travail, au Bureau politique aussi. Lénine s'enfonça dans les affaires de l'Etat, surveillant tout, mêlé à tout, présent partout, dirigeant de haut tous les Commissariats, signant des décrets, paraphant des instructions, ratifiant des condamnations à mort et rédigeant à ses dactylos des bons de ressemelage pour leurs souliers percés. Il devait y succomber. Seul, Trotsky était de taille à le décharger vraiment d'une partie de la tâche : on recourait à lui chaque fois qu'il fallait un héros pour accomplir certains travaux. Il avait mené l'insurrection d'Octobre, improvisé la résistance aux invasions, dirigé les pourparlers de paix, réorganisé les transports, organisé l'Armée rouge, restauré l'industrie, pris une part essentielle à tous les Congrès, écrit plusieurs volumes, parlé dans mille réunions... Mais qui dira son labeur formidable dans l'anonymat des institutions centrales ? Zinoviev avait reçu en partage l'Internationale et le Soviet de Pétrograd ; Kamenev le Conseil du Travail et de la Défense et le Soviet de Moscou ; Boukharine la *Pravda* et les principales publications. Dzerjinsky maintenait l'ordre. Staline, dans l'ombre, accomplissait silencieusement sa cuisine.

Les Congrès changèrent d'aspect et de caractère ; les représentants de la province et les fonctionnaires de l'Etat, absorbés dans leurs ingrates besognes, privés d'informations, ignoraient tout des vues générales à débattre et, par modestie fort légitime, n'osaient s'en mêler. A leur arrivée, et tout

au long de la session, on les gratifiait d'une énorme « littérature », de compte-rendus, de bilans, de thèses, exigeant trois mois de lecture. Il fallait bien faire confiance à la douzaine de camarades spécialisés qui assumaient la responsabilité des décisions prises, des rapports à faire, des perspectives à tracer. Dans la coulisse, le Bureau politique se concertait pour assurer à la politique du Parti cette continuité nécessaire sur laquelle tout a été dit depuis Maurras. Les congressistes, sages comme de studieux élèves, écoutaient la leçon des professeurs et s'efforçaient de comprendre. Les murs étaient couverts de schémas, de diagrammes, de tableaux synoptiques simplifiant à l'extrême des données élémentaires, comme dans les écoles enfantines. Les vastes salles à manger voisines tenaient une grande place dans les préoccupations ; il fallait un discours de Lénine ou de Trotsky en séance pour les vider. L'aubaine était rare de manger à sa faim. On était las d'être héros.

C'était la détente après l'effort, phénomène naturel où l'économique, le physique et le moral se contondent. Mais l'esprit du communisme n'était pas perverti, la critique point morte, la volonté démocratique pas éteinte : on le vit bien au XI^e Congrès (1922) où l'assistance se divisa en deux parties égales pour refuser d'exclure l'opposition ouvrière, au XII^e Congrès (1923) où des opinions divergentes purent s'exprimer sans tragédie. C'est entre les XII^e et XIII^e Congrès (1924) que se place le point critique ; le XII^e s'était tenu sans Lénine, encore vivant mais déjà malade ; le XIII^e fut l'assemblée de malheur où, après la mort de Lénine, Trotsky comparut non comme rapporteur mais en accusé : dans l'intervalle, un clan s'était formé pour s'attribuer le pouvoir, avait profité d'une situation acquise pour créer le fait accompli, aboli les procédures démocratiques pour briser les oppositions réformatrices. Ce Congrès inaugura les « unanimités cent pour cent » fabriquées d'avance dans les bureaux de Staline ; le XIV^e en ébaucha, le XV^e en a confirmé la tradition nouvelle. Alors qu'une nouvelle phase de la Révolution exigeait une ère nouvelle d'activité du Parti, — on parlait couramment d'un *cours nouveau*, — la bureaucratie communiste héritière d'une autorité que d'autres avaient forgée imposait le silence, la confiance aveugle, l'obéissance passive. L'idée communiste avait vécu, le léninisme allait régner.

Le XV^e Congrès n'a donc pas été un événement : seulement un point de repère.

Comme les précédentes, cette réunion de fonctionnaires dociles fut placée devant

des résolutions déjà prises. L'opposition était en voie d'exclusion. Aux armes de sa critique, la dictature ne pouvait opposer que la critique par les armes. Des mesures de police : perquisitions, provocations, arrestations, tenaient lieu de réfutation. Les résolutions par kilos, les thèses par quintaux, les rapports par tonnes tombaient dans une immuable indifférence générale. Il ne restait qu'à recourir aux déportations à l'intérieur, à l'exil à l'étranger ou aux emprisonnements. Trois ou quatre opposants, non délégués mais tolérés pour les besoins d'une mise en scène, firent le jeu des meneurs en se risquant sur la tribune vouée, dans une telle atmosphère et devant une pareille assistance, à servir de pilori. L'exclusion des principaux interprètes de l'opposition, antérieurement prononcée par les bureaux omnipotents, fut confirmée et étendue. Seule, la volonté des exclus de ne pas constituer de nouveau parti fait maintenant que la scission n'est pas réalisée en forme, bien qu'elle soit virtuelle.

Le Congrès a enrichi d'un stock important de matériaux l'énorme « littérature » documentaire et polémique consacrée à la situation de l'Union Socialiste Soviétique. La partie polémique, triviale, grossière et malhonnête ne mérite pas considération. Mais la portion documentaire est loin d'être négligeable. Souvent malgré eux, les rapporteurs révèlent des faits significatifs et mettent au jour des données utiles. Il ne s'agit que de les utiliser avec méthode, de les vérifier avec scrupule, d'en dégager des enseignements avec objectivité. C'est une œuvre laborieuse... en perspective. Il faut ici se borner à éclairer la principale péripétie du Congrès : la dislocation de l'opposition.

Le « bloc » des opposants s'était constitué en 1926 de quatre groupes distincts : ceux de Trotsky (opposition traditionnelle de gauche) et de Sapronov (ancienne opposition dite du « centralisme démocratique »), déjà unis depuis 1923, celui de Zinoviev (opposition de Léninegrad) et celui de Chliapnikov (ancienne « opposition ouvrière »). Les deux premiers avaient réellement un fonds commun d'idées essentielles ; le troisième apportait un démocratisme de circonstance et un mélange incohérent de démagogie gauchiste et de conceptions opportunistes, le tout émaillé de quelques vérités élémentaires, tardivement découvertes ; le dernier, avec des titres incontestables à l'antériorité de ses revendications démocratiques et prolétariennes, devait sacrifier plusieurs points spécifiques de son programme pour s'incorporer à l'ensemble. Le bloc était donc cimenté d'une hostilité

commune au régime oligarchique existant, d'un besoin partagé de démocratie pour faire valoir ses vues et par un contenu social à peu près identique.

Mais des causes profondes de dissensions y subsistaient dès l'origine et devaient se développer au cours de la lutte. Les deux principaux groupes avaient des leaders fortement marqués par l'exercice du pouvoir, enclins aux préoccupations d'état-major, ce qu'on appelle en Russie la mentalité des « sommets » ; les considérations de tactique, dans leur esprit, prenaient trop souvent le pas sur les principes, alors que les deux groupes secondaires, plus proches de la base industrielle, tendaient à des affirmations plus franches, moins compliquées d'habiletés. Les uns compromettaient leur science par des renoncements à courte vue, les autres ne pouvaient tirer d'une attitude nette le bénéfice mérité, faute d'une maturité politique suffisante : tous craignaient de s'affaiblir en se divisant et cherchaient à imposer dans des compromis leurs opinions les plus chères, avec l'arrière-pensée de profiter des développements ultérieurs pour accroître leur influence. Une sorte de programme minimum de façade fut ainsi réalisé, au prix de concessions réciproques, alors que les particularités respectives artificiellement refoulées minaient la coalition improvisée.

La première épreuve fut démonstrative. Quelques mois après la formation du bloc, l'opposition décidait de rompre la discipline formelle et de se faire entendre de la masse du Parti, coûte que coûte. Dans cette aventure, toute l'inconsistance de la conception du bloc se révèle : les leaders du groupe Trotsky (économistes, diplomates, commisaires) étaient hostiles — avec raison, selon nous — à cette tactique offensive ; les leaders du groupe Zinoviev, pressés de reconquérir une part du pouvoir, y étaient favorables ; le groupe Sapronov, dans un esprit sain de combat et dans son ardeur révolutionnaire, en était aussi partisan ; le groupe Chliapnikov, rendu circonspect par ses défaites précédentes, la déconseillait. Trotsky, personnellement, en position d'arbitre par son éminente personnalité, plutôt d'accord avec ses proches collaborateurs mais contraint de tenir compte de l'impatience de la majorité, inclina finalement dans le sens de celle-ci en croyant conserver l'unité de l'opposition. La tentative, vouée à l'échec, aboutit à la pire des conséquences : non la défaite, mais une déchéance. Le 16 octobre 1926 (quinzième Conférence du Parti), l'opposition signait une déclaration (1) pour con-

(1) *Correspondance Internationale*, n° 114, p. 1278.

damner sa propre action et désavouer une partie de ses alliés, notamment le groupe Chliapnikov ; à son tour, celui-ci faisait une déclaration ⁽²⁾ le 29 octobre reniant ses idées et ses actes. L'histoire révolutionnaire ne connaît pas l'équivalent d'un tel renoncement, d'autant moins explicable qu'il ne pouvait retarder que de peu l'exclusion redoutée.

Le groupe Sapronov, opposé à la capitulation, s'y était résigné comme à l'extrême limite des concessions ; mais toutes ses raisons de recouvrer sa liberté mûrissaient et la menace de rupture ne cessa de planer dans la suite. L'indignation des ouvriers incita les leaders à se ressaisir, d'où les énergiques interventions de Trotsky, Zinoviev et Kamenev à l'Exécutif élargi de l'Internationale (septième session, Novembre-Décembre 1926) qui ajournèrent la séparation. Celle-ci s'accomplit quelques mois plus tard, laissant subsister dans le bloc les seuls groupes de Trotsky et de Zinoviev.

La direction avait cru habile d'imposer un *mea culpa* hypocrite à l'opposition ; celle-ci avait cru malin d'y souscrire sans se considérer tenue par sa signature, et crut ensuite expédient de violer ses engagements ; l'une et l'autre rivalisèrent d'astuce en août 1927 (séance plénière du Comité central et de la Commission de contrôle) pour aboutir à une nouvelle déclaration ⁽³⁾ que la direction regarda comme une capitulation relative et où l'opposition vit un progrès relatif. Une fois de plus, la fraction promettait de se dissoudre, résolue à n'en rien faire ; une fois encore, le Bureau politique en prenait acte, déterminé à n'y pas croire. Dupeurs et dupés, sans être dupes de leurs duperies, accumulaient des ruses aggravées de restrictions mentales, ne réussissant qu'à se discréditer réciproquement et respectivement par des procédés dont on ne trouve pas l'explication dans le *Capital* mais qui sont singulièrement éclairés par les *Provinciales*...

Une seconde épreuve devait être la dernière. Le 7 novembre 1927, l'opposition essayait d'émouvoir l'opinion ouvrière, à Moscou et à Léninegrad, par une démonstration de rues distincte de la manifestation officielle, renouvelée à la fin du même mois à l'occasion des funérailles de Ioffe. Le 15 novembre, Trotsky et Zinoviev étaient exclus du Parti, tous les opposants exclus des Comités centraux. Le 3 décembre, l'opposition adressait au XV^e Congrès une nouvelle déclaration de renonciation à la lutte

et une nouvelle promesse de dissolution de son organisation. Le 10 décembre, le Congrès recevait deux déclarations signifiant la rupture entre les deux derniers éléments du bloc, le groupe Zinoviev renonçant à propager ses opinions, le groupe Trotsky renonçant à sa propagande par « les méthodes fractionnelles » tout en espérant la continuer « dans le cadre des statuts ». Le 18 décembre, le groupe Trotsky rédigeait une nouvelle déclaration dans le même sens, mais plus explicite et plus ferme. Le même jour, le Congrès décidait l'exclusion de l'ensemble de l'opposition. Le lendemain, le Congrès recevait une déclaration du groupe Zinoviev reniant toutes ses idées de la veille, et condamnant l'opposition dans les termes mêmes de la direction ⁽⁴⁾.

On se demande ce qu'un commentaire et des adjectifs pourraient ajouter à l'éloquence de ce simple procès-verbal.

* * *

Pas de commentaire pour qualifier mais quelques mots encore, cependant, pour compléter, éclairer et préciser. Trotsky apprécie en ces termes l'attitude de ses alliés de la veille : « *La conduite de Zinoviev et de Kamenev est un fait absolument inouï dans l'histoire du mouvement révolutionnaire et même, pour ainsi dire, dans l'histoire de la lutte politique en général* ». Cette opinion est aussi celle de bien des camarades hors de Russie. Nous ne la partageons pas. Il y a, en effet, au moins un précédent : celui d'Octobre 1926. On ne saurait passer outre. Et il ne manque pas d'épisodes de même nature, sinon de même ampleur, révélant tout un phénomène moral et politique propre au bolchévisme : ne seraient-ce que les déclarations de Trotsky en personne sur Max Eatsman ⁽⁵⁾ et sur la *Révolution Proletarienne* ⁽⁶⁾. Nous avons, à l'époque, dit notre mot là-dessus ⁽⁷⁾. Ce qui est sans précédent dans les annales du prolétariat, c'est un parti où l'on se déjuge en vingt-quatre heures, où l'on pactise avec l'adversaire contre le partisan et où l'on perd, pour durer, toute raison de survivre.

Quelque médiocre estime qu'on ait pour un Zinoviev et un Kamenev, il faut convenir qu'ils représentent quelque chose, précisément cet aspect odieux du bolchévisme où la manœuvre ne connaît plus de limites, où la tactique méconnaît les principes, où

(4) Résolution d'exclusion, *Correspondance Internationale*, n° 129 (année 1927), p. 1990.

Déclarations successives des oppositions, *Correspondance Internationale*, n° 3 (année 1928), p.p. 52 et suiv.

(5) *Humanité*, 16 juillet et 13 août 1925.

(6) *Révolution Proletarienne*, n° 10, octobre 1925.

(7) *Bulletin Communiste*, n° 3, nov. 1925, p.p. 34 et 41.

(2) *Correspondance Internationale*, n° 127, p. 1554.

(3) *Correspondance Internationale*, n° 85, p. 1166.

des fins parfois douteuses justifient des moyens souvent abominables. Il s'agit d'une perversion collective dont les signes sont discernables dans bien des faits et chez bien des hommes. Avancerait-on que Zinoviev et Kamenev soient des cas exceptionnels? Leur conduite est celle de milliers d'autres. Depuis 1922, l'opposition a été désavouée ou abandonnée par d'innombrables partisans; les vieilles listes de signatures restent pour en témoigner. Avant Zinoviev, des camarades unanimement respectés ont donné l'exemple: Kroupskaïa, Sokolnikov, Kollontaï. Après lui, Piatakov... Quand les défaillances individuelles pullulent, elles décelent un mal général. L'opposition aurait mieux à faire qu'à s'en prendre aux lâcheurs: elle pourrait étudier sur elle-même les raisons de son infortune.

Nous avons des titres à l'y aider, alliés de la première heure que nous fûmes et amis indéfectibles que nous sommes restés. Et nous devons dire que si tant de protagonistes des luttes intestines ont passé d'un camp à l'autre avec tant d'aisance, c'est que la distance à franchir était courte. Les irréductibles valent mieux que leur profession de foi et se soucient de règles morales, fût-ce à leur corps défendant. Le seul groupe qui ait refusé le reniement de soi-même, celui de Saprónov, est le moins apte à la stratégie manœuvrière dont les zéloteurs du léninisme font leur principale ressource. Et si Trotsky reste bien au-dessus de certaines responsabilités qu'il a prises, ou subies, c'est que ses conceptions personnelles sont supérieures aux compromis imposés par son appréhension erronée de l'isolement. Ioffe a eu raison de lui écrire avant de disparaître: «...J'ai toujours pensé qu'il vous manquait l'inflexibilité, l'intransigeance de Lénine, sa résolution de rester au besoin seul dans la voie qu'il avait reconnue comme sûre... Vous avez souvent renoncé à votre rectitude au profit d'un accord, d'un compromis que vous surestimiez... Vous avez raison, mais le gage de la victoire de votre vérité est précisément dans une stricte intransigeance... »⁽⁸⁾

Certes, Trotsky n'a pas raison en tout mais sa raison est toujours préférable à la seule raison du plus fort. Ses transactions ne valent pas sa raison. Avant de consentir au « bloc » connu, il avait longuement hésité entre l'alliance que lui offrait Staline et le compromis avec Zinoviev. Aux camarades russes qui nous consultaient alors (avril 1926) nous disions sans réticence: *Restez vous-mêmes; c'est la seule façon d'être fidèle au marxisme qui implique la solidarité de la théorie et*

de la pratique; mais si la pression des circonstances vous accule à une coalition, faites-la plutôt avec Staline qui s'est opposé à votre exclusion et dont la politique d'équilibre est la plus influençable par la vôtre. Mais déjà, les éléments ouvriers des deux oppositions fraternisaient, exigeant l'accord de leurs leaders. Trotsky se laissa déborder par le *rank and file*. Le pis est qu'il accepta de transiger sur des points essentiels.

On a dit en Russie que Zinoviev avait capitulé devant Trotsky en politique intérieure mais que celui-ci avait concédé beaucoup à l'autre en matière de politique internationale. Cela n'est pas vrai absolument mais en partie. De fait, cela explique la complicité monstrueuse des sacrifiés de la « bolchévisation » avec les agents internationaux de celle-ci en France, en Allemagne, en Pologne, en Tchéco-Slovaquie, et d'injustifiables volte-face comme celle de Radek passant de Brandler à Maslov sous prétexte de nécessité tactique. Trotsky a toujours été un « gauchiste » dans le meilleur sens du terme, par son extraordinaire tempérament révolutionnaire, ce qui ne va pas sans inconvénients dans les périodes de stabilité sociale mais qu'une direction collective peut réfréner et rectifier; l'alliage de cette tendance avec la virtuosité démagogique de Zinoviev ne pouvait qu'affaiblir la position traditionnelle de la plus saine fraction du bolchévisme. Une inflexibilité des principes n'eût pas assuré le succès à brève échéance; mais elle eût réservé l'avenir, maintenu intact le prestige de l'opposition et empêché celle-ci de s'aventurer dans une voie où la capitulation était inévitable. Et du moins, si déjà la marée paysanne était irrésistible à la phalange avancée du prolétariat, si l'histoire, qui ne tient pas compte des intentions des hommes mais prend acte de ce qu'ils sont obligés de faire, condamnait l'entreprise de l'opposition comme une anticipation irréalisable, l'affirmation des volontés d'une avant-garde audacieuse eût retenti avec un accent de victoire et suscité, comme d'autres exemples fameux, l'ardeur d'une élite dans les générations futures.

Mais l'opposition pouvait aspirer à mieux qu'à la renommée des précurseurs trop pressés: celle de politiques clairvoyants et d'organisateur efficaces des institutions du prolétariat. Le marxisme lui donnait les moyens d'y prétendre et, même après une défaite, lui offre toujours des armes pour lutter. Encore faudrait-il qu'elle se rendit exactement compte de la conjonc-

(8) *Bulletin Communiste*, n° 23 bis, (nov. 1927), p. 380.

ture, des fautes commises hier et du rôle à jouer demain. Cela exige la revision courageuse des concepts et méthodes qui ont permis la création du « bloc » et déterminé ensuite son effondrement, — l'examen de conscience et l'effort d'étude indispensables après les périodes de combat où l'action s'est appuyée sur des données antérieurement préparées tandis que la réalité évoluait, — enfin la recherche d'une interprétation vraie des intérêts de la masse laborieuse en se gardant à la fois des illusions exaltantes et coûteuses, des stériles habiletés minuscules, des formules définitives, des vérités imposées par voie hiérarchique, des pratiques transgressant les principes. Toutes choses qui impliquent, en d'autres termes, un retour à Marx, à cette féconde intelligence critique et dialectique inconcevable sans le fonds de culture que l'humanité s'est constitué au cours des siècles.

L'avenir de l'opposition est encore riche de promesses si elle se montre capable de se censurer elle-même. La défaite et la répression lui donnent le temps de renouveler son idéologie bâtarde improvisée pendant une période défavorable à l'élaboration saine d'un programme. Le développement des antagonismes de classes, les crises économiques en permanence, l'impuissance du régime bureaucratique à satisfaire les besoins primordiaux de l'Etat soviétique lui préparent un nouveau terrain d'action. En même temps, la nouvelle caste dominante se divise contre elle-même : la bureaucratie politique, instrument de la direction du Parti, s'évertue à conserver une position d'équilibre intenable, en rivalité avec la bureaucratie économique, instrument du gouvernement nominal, plus directement aux prises avec les difficultés de la production, plus encline à suivre la ligne de moindre résistance. Et la dictature actuelle se discrédite chaque jour davantage par les contradictions de sa politique, l'indigence de ses initiatives, l'incapacité de son personnel, la dureté improductive de son régime oppressif, la nullité de son bilan. La déportation et l'emprisonnement des communistes de l'opposition affaiblira encore un pouvoir dont toute la science gouvernementale consiste en mesures policières et qui ne dure qu'en gaspillant l'héritage capté à la faveur de la mort de Lénine. Le prolétariat de Russie et des autres pays prendra lentement, mais sûrement, conscience de la confiscation de ses conquêtes d'Octobre par une oligarchie usurpatrice et l'heure du règlement des comptes suivra de près son réveil.

BORIS SOUVARINE.

Entre nous

Avec ce numéro-double du *Bulletin*, la série de 1927 est enfin terminée, nos engagements sont tenus. Nous avons, au prix d'un effort matériel dont peu de lecteurs soupçonnent la difficulté, donné à nos abonnés, en échange des 15 francs que nous leur demandions, les numéros promis.

Maintenant, il s'agit de tenir tout au long de l'année 1928 et surtout de paraître à une allure régulière. Cela ne dépend pas seulement de la rédaction, mais aussi de notre cercle de lecteurs, de la sympathie que ceux-ci nous témoigneront sous toutes les formes.

Avant tout, il nous faut rattraper le retard que nous traînons depuis si longtemps, mettre à jour notre parution. La souscription que nous avons ouverte a donné un premier résultat permettant d'espérer constituer rapidement la petite somme nécessaire pourvu que les contributions volontaires continuent du même train. Un certain nombre d'abonnés ont déjà renouvelé leur abonnement pour 1928, et plusieurs y sont allés de leur « soutien » de 100 francs. Si ceux de nos amis qui n'ont encore rien fait veulent accomplir un effort, nous sortirons bientôt de la mauvaise passe.

Notre intention est de rattraper le retard et de publier ensuite le *Bulletin* plus fréquemment, en numéros simples sur 16 pages. Il est vrai que l'intention est une chose et que la réalisation en est une autre, par les temps que nous vivons. Nous imprimons en province, ce qui ne va pas sans lenteurs, et jusqu'à présent la bonne à tout faire du *Bulletin* n'a pas trouvé beaucoup d'aide bénévole.

Avec ce numéro, tous les abonnements sans exception sont à expiration. Les fiches seront donc révisées et l'envoi du journal supprimé aux abonnés qui n'auront pas envoyé leurs 15 francs — au moins — pour 1928. Nous pressons tous nos camarades de faire diligence pour les renouvellements d'abonnements, excellente occasion de participer à la souscription.

Le tirage du dernier numéro avait été augmenté de 200 exemplaires, celui de ce numéro-ci est de 300. Cette augmentation de 500 exemplaires est un bon signe, si l'on songe à l'irrégularité de notre publication, à la faiblesse de nos moyens de diffusion, à la parcimonie dont nous faisons preuve dans la distribution.

Le dernier numéro a été si demandé qu'il ne nous en reste plus que deux dizaines, réservés aux abonnés privés de cet exemplaire par les caprices de la poste. La *Librairie du Travail* a encore des exemplaires de tous les numéros, qu'elle vend aux prix marqués.

Bien que ce numéro du *Bulletin* soit daté de décembre 1927, il y entre des matériaux postérieurs à cette date, puisqu'il a été composé en février-mars. Cette petite anomalie, aisément compréhensible aux lecteurs d'aujourd'hui, devait être signalée pour ceux de demain.

LÉON TROTSKY

Cours nouveau

Avec une introduction de
BORIS SOUVARINE

A la *Librairie du Travail*

96, Quai de Jemmapes, PARIS

Prix : 2 francs

La Crise du Communisme

Il faut être bolchévisateur ou bolchévisé pour nier la crise du mouvement communiste international. Si des résolutions unanimes (*sic*) et des félicitations empressées, adressées au parti bolchévik à l'occasion de l'exclusion et de la déportation des leaders de l'opposition russe, suffisent à satisfaire des suiveurs illuminés, elles sont pourtant impuissantes contre les faits. Pour nous, qui ne sommes ni bolchévisateurs ni bolchévisés, nous contentant d'être ce que nous fûmes toujours : communistes sans plus, la réalité, si douloureuse soit-elle, ne saurait nous pousser au découragement de ceux qui s'en vont écœurés, ni à la négation insensée de faits plus qu'évidents.

Il s'agit simplement de regarder la réalité en face, de la voir comme elle est, d'en examiner les causes et d'en tirer des conclusions. Ainsi agissait-on dans notre Internationale du temps de Lénine. Il n'y a aucune raison pour agir autrement à l'heure actuelle.

Depuis 1924, nous sommes en pleine stagnation, voire régression. Des défaites ont frappé nos sections les plus fortes, dont nous étions si fiers et que nous considérions comme des modèles de partis communistes. Partout émiettement, dispersion, division, discussions stériles sur des mots qui ne veulent plus rien dire. La formule-cliché est substituée à l'idée, l'unanimité automatique à la discussion féconde, le mensonge à l'argument, le bourrage de crânes à l'information et à l'éducation, les manœuvres politiciennes à la politique communiste.

Depuis quatre ans, l'histoire nous inflige leçon sur leçon. Il conviendrait de les discuter, d'étudier les fautes commises, de mettre chaque fois notre doctrine à l'épreuve des faits, de ne pas arrêter un seul instant le travail critique auquel tout communiste devrait s'astreindre. Comment le mouvement pourrait-il autrement tirer profit des enseignements de l'histoire ? Mais la discussion n'est permise qu'à condition d'être convaincu d'avance de l'infaillibilité des « sommets ». Il est vrai, officiellement la critique est permise, mais il est défendu de former des fractions et il est facile de présenter toute critique comme émanant d'une « fraction » — autant qu'il est aisé de transformer un ancien officier wrangélien au service de l'« appareil » en « allié de l'opposition ». Ainsi, toute critique est, de fait, interdite.

La République des Soviets connaît des difficultés. Le prolétariat révolutionnaire du monde a les regards fixés sur elle : n'est-elle pas le symbole de sa libération, la terre sacrée de la Révolution dont il voudrait suivre l'exemple ? N'est-elle pas le bastion dont la seule existence constitue un appui moral et matériel sans pareil à la lutte ouvrière des autres pays ? Il suffit de se figurer l'état où serait aujourd'hui le mouvement ouvrier s'il y avait, à la place de l'Union soviétique, un état bourgeois appuyé sur une immense armée réactionnaire de paysans.

La cause de la République des Soviets demeure la cause du prolétariat international. Aussi

la crise que nous y voyons se développer ne saurait-elle nous laisser indifférents. Ce qui se passe en Russie est susceptible d'ébranler les sympathies des masses ouvrières, d'obscurcir leur conscience révolutionnaire, d'affaiblir leur volonté de défendre l'U.R.S.S. contre l'ennemi de classe.

Grâce au système d'oppression qui fait loi dans l'Internationale communiste et dans ses sections, il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de défendre, dans la presse communiste officielle, l'U.R.S.S. contre ses ennemis. *L'Humanité*, la *Rote Fahne*, le *Rudé Pravo*, etc. répondent aux mensonges bourgeois par des arguments semblables, mensongers en sens inverse. Ne serait-il pas plus utile de dire aux prolétaires : telles sont nos faiblesses, nos insuffisances, les difficultés qui en découlent. Nous n'avons rien à cacher : ni le chômage, ni les enfants sans-abri, ni tel ou tel échec partiel. Observez ce qui se passe chez nous, ne ménagez pas vos critiques, car un beau jour, vous, travailleurs d'Occident, vous trouverez en face de problèmes identiques, que vous résoudrez plus facilement en étudiant nos difficultés.

Un tel langage, loin de nous aliéner les sympathies du prolétariat, renforcerait nos positions. Mais au lieu de parler franchement, on cache les difficultés, on répand des illusions ; au lieu d'informer, on bourre les crânes. Au lieu de résoudre la crise par la discussion amicale des divergences, on nie l'évidence et l'on déclare les difficultés liquidées en excluant des « hérétiques ».

Tous ces symptômes de crise sont couronnés d'un phénomène encore plus inquiétant : la paralysie de notre doctrine. Depuis des années, le communisme n'a pas fait un pas en avant ; il piétine et, qui pis est, dégénère.

Le 5^e Congrès mondial (juin 1924) a proclamé le « léninisme » théorie et pratique officielles de l'Internationale. Il faut rappeler ici les circonstances plutôt .. étranges de cette cérémonie. Le premier point de l'ordre du jour, le léninisme, fut traité non dans la salle des séances au Kremlin, mais sur la Place Rouge, non en délibération laborieuse, mais en meeting public, où les délégués stationnaient autour du mausolée de Lénine. On conviendra que la forme et le lieu choisis n'étaient pas susceptibles de favoriser une discussion sérieuse. Et les orateurs : Kalinine, Ruth Fischer, Roy, n'étaient pas précisément qualifiés pour leurs connaissances doctrinales, leur compétence marxiste et leur pénétration théorique.

Dès lors, le « léninisme » fut la théorie officielle. Au 5^e Congrès, on parlait encore du « marxisme-léninisme ». Aujourd'hui, léninisme tout court. Ce n'est pas en soi un malheur : mais ce qui est grave, c'est que personne ne peut au juste définir ce léninisme. Pour la plupart des bolchévisés et pour tous les bolchévisateurs, c'est un catéchisme, dont les formules, apprises soigneusement par cœur jusqu'aux moindres virgules, constituent le patrimoine inaliénable de tout bon

caporal ou sous-caporal de cellule. Dans un recueil intitulé : *Pour devenir léniniste. Textes choisis*, un certain A. Bernard écrit dans la préface : « Pour le choix des morceaux, nous nous sommes d'abord servi de l'œuvre de nos grands théoriciens : Marx, Engels, Lénine, Plékhanov et de leurs élèves : Lafargue, Guesde, R. Luxembourg, Boukharine, Zinoviev, etc. » Le lecteur tant soit peu au courant apprend ainsi, à sa grande stupéfaction, que Lafargue, Guesde et Rosa Luxembourg ont été les élèves de Lénine. Le plus savoureux, c'est que le bureau d'éditions qui a produit ces énormités, est français; ses dirigeants devraient tout de même connaître Guesde et Lafargue. « Pour devenir léniniste » il faut donc avant tout se laisser bourrer le crâne; pour faire des léninistes, il suffit d'être crétin ou menteur.

L'auteur de cette préface, fumiste dont la spécialité est la bobignisation et le mensonge (1) ce qui le prédestine, paraît-il, à diriger l'« agit-prop » de l'Internationale, ne se rend même pas compte combien il diminue Lénine en lui attribuant des mérites imaginaires. Comme si l'œuvre de Lénine n'était pas assez grande sans qu'il faille y ajouter encore des qualités fictives.

Tout cela pâlit cependant à côté des ravages les plus récents. Les exclusions ont pris une ampleur inouïe. Que des éléments étrangers au communisme quittent, de gré ou de force, le Parti et l'Internationale, cela ne saurait nous émouvoir. La perte de Paul Lévi en 1921 et celle de Frossard en 1923 étaient, certes, douloureuses. Mais en se débarrassant d'hommes que rien n'attachait plus à la doctrine et à l'action communistes, notre mouvement, loin de s'affaiblir, s'est consolidé intérieurement. Lévi, Frossard et leurs amis ont trouvé leur voie : celle du réformisme. Cependant, aujourd'hui, ce n'est plus l'amputation salutaire, c'est l'exclusion en masse de membres qui n'ont rien de commun avec le réformisme et la II^e Internationale. Ces camarades n'adhèrent pas à un parti dont la doctrine et l'action leur sont au moins aussi étrangères que celles des bolchévisateurs. Ils n'auront le choix qu'entre la mort politique et la fondation d'un autre parti communiste. La mort politique, ils s'y résigneraient si elle pouvait servir la classe ouvrière. Mais pour tout communiste conscient, le silence est criminel aux heures que nous vivons. Il importe, dans le désarroi général, que des voix claires et résolues se fassent entendre. Les exclus ne pourraient donc se taire sans desservir la cause qu'ils défendent.

Ainsi le danger de scission est imminent. Et ce n'est pas de la faute des exclus, mais de ceux qui excluent à tort et à travers, si de nouveaux groupements communistes se forment à côté des partis officiels. Il n'y a qu'un seul moyen d'éviter la scission : la réintégration des communistes exclus et la sauvegarde de leurs droits de citoyens dans l'Internationale.

Par malheur, les faits semblent indiquer que les dirigeants de l'I.C. prennent les décisions de leurs assises, dont on connaît la composition,

pour l'expression de la nécessité. En effet, puisque ces assemblées font preuve d'une unité « monolithique », à quoi bon réintégrer des « contre-révolutionnaires », des « menchéviks », des « trotskystes-menchéviki » ! La résolution du XV^e Congrès bolchévik proclame : « L'appartenance à l'opposition trotskyste et la défense de ses vues sont incompatibles avec la présence dans les rangs du parti bolchévik. » Demain, ce sera la loi de toute l'Internationale.

Or, comme il est facile de présenter toute opinion divergente comme « trotskyste », vu que personne n'a encore défini — et pour cause — le « trotskysme », toute critique sera désormais condamnée comme trotskyste, et les critiques devront choisir entre l'exclusion et la renonciation à leurs opinions.

Tout laisse donc prévoir l'aggravation de la crise, l'extension du malaise, l'accentuation de la pression officielle, des exclusions ultérieures, la corruption grandissante dans le silence de la mort, la formation de nouveaux groupes d'exclus, l'émiettement des forces communistes.

Les causes de la crise

Il serait insensé de supposer qu'une crise aussi profonde soit due à telle ou telle personne. Des fautes de dirigeants peuvent occasionner des contre-coups sensibles, mais elles sont insuffisantes à expliquer un phénomène quasi-universel et de si longue durée.

Le point de départ de notre crise est le reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre, dont les derniers soubresauts furent les événements d'octobre 1923 en Allemagne. La défaite d'octobre inaugure la stabilisation du capitalisme allemand et, par là, du capitalisme international. De même que la révolution prolétarienne en Allemagne aurait eu de profondes répercussions sur le capitalisme des pays vainqueurs, la défaite de la révolution allemande écarta dans ces pays toute menace immédiate de révolution. La bataille décisive était perdue : elle trancha la question des frais de la guerre. La bourgeoisie réussit à les rejeter sur les exploités.

Le capitalisme avait gagné une trêve. Il en résulta toute une série de conséquences qui, à leur tour, ont déterminé la crise communiste, en s'entrecroisant souvent de façon singulière.

Nous observons d'abord un phénomène classique dans l'histoire : le désarroi, le manque d'orientation, d'interminables débats sur les nouvelles perspectives. Et forcément, au cours de cette période, l'analyse doit être insuffisante, souvent erronée, car les tendances du début sont encore embryonnaires, cachées, contradictoires, et il est difficile de trouver, dans l'enchevêtrement des faits, le fil d'Ariane. Qui pourrait en vouloir à Boukharine de s'être mal acquitté de cette tâche ? Ce serait trop demander à un homme dont les facultés limitées ont été si bien remarquées par Lénine. Mais la faute, pour ne pas dire le crime, de Boukharine et de ses amis fut d'imposer « par tous les moyens » leurs conceptions bornées à l'ensemble des communistes au lieu d'admettre une discussion qui, seule, pouvait être féconde.

Le mouvement français après 1871 et le mou-

(1) Il a publié, en outre, dans le *Bolchévik*, organe du P.C. de l'U.S., en été 1926, un article regorgeant des plus vils mensonges sur la soi-disant droite du mouvement communiste français.

vement russe après 1905 offrent un aspect assez semblable à celui de nos jours. On y retrouve tous les indices mentionnés plus haut, de l'éparpillement des tendances jusqu'à la stagnation et à la régression les plus pénibles.

Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Une direction consciente et lucide de l'Internationale aurait pu éviter bien des erreurs et empêcher une dispersion des forces. Mais elle n'aurait jamais pu éviter que différentes conceptions, résultant d'une situation extrêmement confuse, se fassent jour. Elle aurait pu faire ce que fit Lénine entre 1906 et 1910 : empêcher les déviations de prendre le dessus, les enrayer et éparpiller à notre mouvement, non pas une crise, mais la déchéance qui nous ménage encore bien des surprises.

À côté de ces conséquences habituelles d'un reflux de la révolution, nous constatons des phénomènes nouveaux, dus à l'existence d'un Etat prolétarien qui a réussi à se maintenir, mais condamné à l'isolement pour une certaine période. La contradiction entre l'Union soviétique et le monde capitaliste est un élément d'inquiétude et de désordre, mais elle constitue, d'autre part, une source de difficultés pour la Russie elle-même et pour le communisme international.

Nous voyons en Russie une contradiction entre le programme intégral du communisme et les possibilités objectives de l'économie. Les récriminations à l'adresse du régime stalinien seraient stériles si nous ne comprenions ce régime comme une phase de transition objectivement inévitable vers des formes supérieures de production. Mais comprendre ce régime et le considérer comme une phase historiquement nécessaire ne signifie nullement l'approuver ni l'appuyer. Nous considérons aussi le capitalisme comme un stade nécessaire précédant le socialisme. Néanmoins, nous le combattons, non seulement depuis qu'il est devenu inutile, mais en tout temps, même à l'époque où il est encore facteur de progrès.

On s'était figuré que la dictature du prolétariat conduirait directement et rapidement au socialisme. Aujourd'hui, à la lumière de dix années d'expérience, nous avons des notions beaucoup plus claires des problèmes nombreux et souvent presque inextricables posés à un prolétariat victorieux. Ces difficultés effraient les uns et les déçoivent. Elles en incitent d'autres à nier les problèmes et à substituer leur imagination à la réalité. Quant à nous, marxistes, nous n'avons ni à désespérer, ni à nous munir de lunettes roses. Il suffit d'agir comme Lénine : analyser la réalité telle qu'elle est, en dégager le sens, y rechercher des possibilités d'action, orienter notre activité suivant les tendances de progrès discernées et combattre les tendances adverses. Il est néfaste pour notre cause de travailler à coups d'injures et d'accabler, à défaut d'une analyse sérieuse de la situation, des « contre-révolutionnaires » imaginaires.

Les difficultés seraient relativement faciles à vaincre sans la bureaucratisation du mouvement communiste. Ce phénomène a d'autres origines que l'arrêt de la vague révolutionnaire d'après-guerre. Mais le reflux révolutionnaire a

aggravé le mal. La bureaucratisation du P.C. russe et de l'appareil soviétique, administratif, industriel et commercial, a précipité la bureaucratisation de l'Internationale et de ses sections. Ce mal étouffe la discussion des questions brûlantes et crée ainsi d'insurmontables obstacles à la solution de la crise.

Dans sa biographie de Karl Marx, Franz Mehring caractérise ainsi la contradiction insoluble où était tombée la I^{re} Internationale après la défaite de la Commune :

« Depuis (cette défaite), le monde réactionnaire avait mobilisé ses forces contre l'Internationale, et celle-ci ne pouvait se défendre contre cet assaut qu'en serrant étroitement ses rangs. Mais la chute de la Commune avait démontré la nécessité de la lutte politique, et cette lutte ne fut pas possible sans un relâchement considérable des liens internationaux, car elle ne pouvait être menée que dans le cadre des frontières nationales. » (2)

Si les sections de la I^{re} Internationale s'étaient bornées, entre 1864 et 1870, principalement à la propagande de leurs idées, la croissance de leurs effectifs et de leur influence les entraînerait de plus en plus dans une lutte pour des réalisations immédiates, dont le caractère et la portée variaient naturellement d'un pays à l'autre. Cette lutte s'avéra encore plus nécessaire après la Commune. Mais elle impliquait une certaine décentralisation, alors que l'offensive réactionnaire, déclenchée contre les sections de l'Internationale après la défaite de 1871, exigeait la concentration de toutes les forces.

C'est à cette contradiction objective que succomba la première Association Internationale des Travailleurs. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation assez semblable. Nous n'entendons pas avancer que cette situation condamne l'Internationale communiste comme la Première. Le mouvement prolétarien de nos jours n'est plus celui d'il y a cinquante-cinq ans. La situation internationale est foncièrement différente. Le mouvement communiste y a de profondes racines et il est impossible de le faire disparaître pour une période si courte soit-elle.

Cependant, le déclin de l'I.C. s'explique aisément si l'on tient compte des causes de la dissolution de la I^{re} Internationale.

La défaite d'octobre 1923 en Allemagne ne fut pas qu'une défaite allemande. Marquant l'écroulement de la dernière vague révolutionnaire d'après-guerre (3), elle fut une défaite du prolétariat international. L'offensive anti-communiste s'accroît depuis dans la plupart des pays, après un court répit que Zinoviev eut l'idée géniale de qualifier d'« ère » (sic!) démocratique-pacifiste. Entre 1919 et 1923, l'action des partis communistes pivotait autour d'un nombre restreint de mots d'ordre visant tous à attaquer de front la bourgeoisie ébranlée par la guerre, à lutter pour

(2) Franz Mehring : *Karl Marx - Histoire de sa Vie*, page 486.

(3) Pour éviter toute interprétation sciemment fautive et toute falsification de ces lignes par des professionnels de la mauvaise foi bien connus, précisons que « dernière vague » ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de révolution désormais.

le pouvoir, la constitution de Conseils ouvriers, la propagation des leçons d'Octobre 1917. L'action de l'I.C. pouvait donc être centralisée et avait à peu près le même caractère dans tous les pays.

Depuis Octobre 1923, nous sommes entrés dans une contradiction semblable à celle que Mehring trouvait à la base de la désagrégation de la I^{re} Internationale. D'une part, la situation immédiatement révolutionnaire est disparue : chaque parti doit lutter beaucoup plus qu'auparavant pour des objectifs immédiats, des revendications partielles. La participation beaucoup plus active aux luttes politiques et économiques quotidiennes s'impose. Ce que Lénine avait ébauché dès 1921, le mot d'ordre : « *Allez aux masses* », et la tactique du front unique devaient se préciser et s'amplifier. Mais la situation étant différente dans chaque pays, la centralisation de la direction devait être relâchée, chaque parti ayant des tâches distinctes découlant de conditions économiques, politiques, etc., particulières. D'autre part, l'offensive réactionnaire réclamait une plus grande centralisation des forces communistes.

Malheureusement, notre Internationale eut à sa tête, à ce moment critique, non pas un Lénine, mais un... Zinoviev. Et celui-ci poussa la centralisation à un point qui ne fut jamais atteint auparavant au moment où elle était réellement nécessaire. C'est d'en haut qu'on commença à instituer et à destituer les dirigeants des différentes sections, à sacrer des papes et à excommunier des infidèles, à créer des « chefs » et à les entourer de « conseillers » à tout faire. Zinoviev devint dieu et de sous-Zinoviev locaux ses prophètes, jusqu'à ce qu'il fût supplanté par Staline, qui créa de nouveaux prophètes entourés de flagorneurs de même espèce.

Tout cela s'accomplissait sous le fameux mot d'ordre de la « bolchévisation ». Au lieu de surmonter les divergences de vues par la discussion honnête des points litigieux, on s'efforça de créer une fausse unité « monolithique » par la pression mécanique et en administrant aux différents partis une doctrine de circonstance empoisonnée de mensonges.

L'emprise de la bureaucratie sur l'Internationale interdit la discussion des problèmes de la situation nouvelle ; les opinions ne peuvent s'exprimer, les fractions surgissent fatalement, et il s'y groupe souvent des éléments hétérogènes, car les fractions sont plutôt l'expression d'un malaise que des organes conformes aux besoins d'une discussion de parti. La libre discussion serait la mort des fractions actuelles. Elle détruirait les liens entre les éléments disparates rassemblés sous la pression bureaucratique et ouvrirait la voie à la formation de tendances unies par une communauté de conceptions. Ainsi seulement le mouvement retrouverait son équilibre et il serait de nouveau possible de distinguer la droite et la gauche, de rétablir le sens de qualifications dont bolchévisateurs et bolchévisés abusent aujourd'hui à tort et à travers.

La crise doctrinale

C'est au nom du « léninisme » que Zinoviev et Staline ont transformé l'Internationale en un

champ de ruines et que majorité et opposition du parti russe justifient leur attitude. Des citations de Lénine tiennent lieu d'arguments.

Il ne suffit pas de se détourner avec répugnance de ce spectacle qui relève de l'hagiographie et non du marxisme. Pour comprendre le « léninisme », ainsi que la « théorie » néo-léniniste du socialisme dans un seul pays, il est nécessaire de se rappeler l'idée de Marx qu'il ne s'agit jamais de ce que les hommes se proposent de faire, mais de ce qu'ils sont historiquement contraints de faire. L'histoire fournit de nombreux exemples de classes dont les actions ont imprimé leur cachet à des époques entières, tout en réalisant le contraire de ce qu'elles voulaient. La première classe qui fasse exception à cette loi historique est le prolétariat moderne.

La classe ouvrière de nos jours trouve dans l'analyse marxiste du capitalisme l'indication du but effectif pour lequel elle est appelée à combattre, et elle est ainsi en mesure d'accomplir sa révolution sous sa propre idéologie, et non sous des travestissements empruntés à des époques historiques lointaines ou à des aspirations idéales. Mais ce serait être par trop exigeant que de prétendre que le prolétariat doive fatalement agir en tout temps selon les indications du marxisme. L'histoire ne se laisse pas façonner suivant des préceptes préconçus. Elle est la vie même, comparable à un fleuve puissant et irrésistible, débordant et écumant, dont nous pouvons reconnaître le mouvement et dont la science nous fournit les moyens de voir et de prévoir les tournants et les rapides, de nous orienter dans les cataractes et d'éviter les écueils et les bancs de sable. L'action prolétarienne, produit de la société bourgeoise, n'est pas marxiste dès son origine, car elle ne peut s'assimiler les enseignements de Marx que par la dure expérience, les revers et les succès de la lutte, l'éducation marxiste aidant.

Le mouvement ouvrier n'est pas marxiste : il faut bien se rendre à cette évidence. Il le devient de plus en plus, en dépit de multiples égarements, grâce à l'expérience acquise et à notre travail d'éducation. Cependant, comme la classe prolétarienne ne constitue pas une entité stable et immobile, mais un élément en évolution tout comme la société dont elle est partie intégrante, et que ses rangs croissent sans cesse, le développement de sa conscience de classe ne sera jamais un fait accompli, mais un processus continu, dont la profondeur et l'étendue dépendront de son aptitude à s'instruire de ses expériences et de l'aptitude des communistes, sa fraction la plus consciente, à faire son éducation marxiste révolutionnaire.

Il en résulte que le prolétariat n'agit pas forcément selon une idéologie marxiste intégrale et avec une « unanimité 100 % », comme le désirent les bolchévisateurs. Quand l'énergie latente de la masse se transforme en action, des erreurs, des « déviations » sont inévitables, et seule la juste politique (« juste » dans la mesure du possible) d'un parti vraiment marxiste peut les enrayer. Il serait donc puéril de s'attendre à ce que chaque action prolétarienne soit entièrement conforme aux conceptions de Marx et d'Engels.

C'est le cas qui se présente en Russie. Le prolétariat y a donné, par sa Révolution, aux

travailleurs du monde entier, non seulement un exemple de combattivité admirable, mais encore le modèle des grandes lignes dans lesquelles pourrait s'effectuer partout la révolution prolétarienne. Mais notre admiration pour la révolution et les révolutionnaires russes ne saurait nous faire négliger l'analyse consciencieuse de leurs actes et des événements, ni nous empêcher de dégager l'essentiel de l'accessoire, le substantiel de l'accidentel.

Le « léninisme », y compris la théorie du « socialisme dans un seul pays », nous apparaît ainsi comme le résultat de la contradiction entre une société collectiviste embryonnaire et isolée et la révolution internationale temporairement arrêtée. On peut s'expliquer ainsi comment les dirigeants du parti bolchévik accomplissent, sous une idéologie déformée, ce qui est historiquement possible, tout en commettant de graves erreurs.

Mais ce n'est pas une raison pour accepter aveuglément des choses qui, si explicables soient-elles, n'en sont pas moins une déformation du marxisme et que le communisme international doit surmonter, au lieu de s'y plier docilement.

Dans son 18 Brumaire, Marx a parlé des difficultés qu'a la révolution prolétarienne pour rejeter les fausses idéologies et les travestissements, pour en arriver à son propre contenu. Notre devoir est de contribuer à cette tâche, et non de la rendre encore plus difficile en avalant toutes les « théories » de Staline ou de Zinoviev.

L'indice le plus caractéristique de cette défaillance doctrinale est le sort du programme de l'Internationale. La question fut débattue pour la première fois au IV^e Congrès mondial en novembre 1922, trois ans et demi après la fondation de l'Internationale. Le V^e Congrès, en juin 1924, a adopté un projet de programme destiné à une discussion dans toutes les sections jusqu'au VI^e Congrès, qui devra l'adopter définitivement. Le VI^e Congrès approche, avec un retard que seule la mauvaise foi des dirigeants usurpateurs de l'I.C. peut justifier. Il se tiendra au plus tôt quatre ans après le V^e Congrès, en dépit des statuts de l'Internationale. A son ordre du jour figure la question du programme. Mais le projet adopté par le V^e Congrès n'a point été discuté dans les sections. Il est resté enterré pendant près de quatre années, car on avait des choses plus importantes à faire : lutte contre le « trotskysme », contre le « luxembourgeois », contre le « brandlérisme », etc., et l'on se figure probablement que ces héroïques batailles livrées à des adversaires bâillonnés et ces « discussions » unilatérales suffisent à préparer le vote définitif.

La façon dont fut menée la campagne contre le « trotskysme » est un exemple frappant de la déchéance intellectuelle des dirigeants de notre mouvement. Partout, on évoque un « -isme » où l'idée fait défaut. En reliant dans un système les idées justes ou erronées émises par Trotsky au cours de sa vie, ils ont fabriqué le « trotskysme ». Au lieu d'expliquer les opinions et les actes de Trotsky par la situation où il se trouvait au moment donné, ils expliquent tout par la personnalité de Trotsky. Ces as de la théorie léniniste oublient que ce n'est plus, là, du matérialisme historique, mais du matérialisme... zoologique ;

toujours est-il que cela n'a plus rien de commun avec le marxisme ni avec les vues de Lénine.

Enfin, nous sommes en présence de la monopolisation de la théorie communiste par une poignée de gens qui feraient mieux de réfléchir que de rabâcher des formules. Le fait que Boukharine et son école débitent des théories outrecuidantes, pleines de contradictions, de galimatias et d'affirmations qui s'écroulent au plus léger contact avec la réalité, ne serait, en soi-même, pas un malheur. Mais comme ils ont la prétention d'imposer ces « théories » aux ouvriers organisés dans les partis communistes, en empêchant toute discussion et réfutation des bêtises qu'ils entendent faire avaler, comme « l'agit-prop » de l'I.C. envoie à toutes les sections des plans d'études ineptes, pullulant de mensonges, destinés à faire l'« éducation » des communistes, sans tolérer la moindre contradiction, il y a vraiment lieu de s'inquiéter et de dénoncer ce que Rosa Luxembourg a appelé en 1913, dans un article dirigé contre Kaustky, la « théorie officieuse » (*das Offiziosentum der Theorie*), dans une situation assez identique à celle d'aujourd'hui, où les Kautsky, Hilferding, Bauer, Eckstein et consorts voulaient imposer leur théorie défaitiste dans la social-démocratie. Il n'y a qu'une seule différence : les monopolisateurs d'alors étaient tout de même des gens qui avaient quelque chose dans la tête, tandis que les « léninistes » d'aujourd'hui voudraient nous imposer une « théorie » officieuse de vulgaires ignorants.

Qui ne se rappellerait, à cette occasion, ce que Rosa Luxembourg a écrit en 1915, contre les critiques dont les centristes s'efforçaient vivement de démolir son *Accumulation du Capital* :

« Des âmes sensibles se lamenteront de voir que des « marxistes se querellent entre eux », et que des « compétences reconnues sont contestées ». Mais le marxisme n'est pas une chapelle où l'on se délire des brevets de « maîtrise » et devant laquelle la masse des croyants doit se confondre en confiance aveugle. Le marxisme est une conception révolutionnaire du monde, appelée à lutter sans cesse pour acquérir des résultats nouveaux, et qui n'abhorre rien tant que des formules figées, définitives, qui met le mieux à l'épreuve sa force vivante dans le cliquetis des armes de l'auto-critique et sous les coups de foudre et de tonnerre de l'Histoire. »

Comment en sortir ?

Si une crise survient à la suite d'une fausse politique, comme ce fut le cas dans le parti communiste allemand lors du coup de main de mars 1921, il suffit de redresser la tactique, de « rectifier la ligne », pour réparer les ravages de la débâcle. Mais si la crise est due à des causes plus profondes, la guérison ne peut venir que dans la mesure où les circonstances objectives créent et préparent la base permettant de surmonter nos désaccords. Cela ne veut pas dire de rester passifs à attendre que la situation veuille bien se prêter à notre besogne. Celle-ci ne consiste pas à nous trainer à la remorque des événements, mais à les prévoir et à les dominer, à en déterminer la portée, à reconnaître déjà dans la situation confuse de l'époque actuelle les facteurs d'unification

future des forces communistes actuellement divisées.

Aux heures les plus critiques de la révolution russe, Rosa Luxembourg, dans sa brochure de septembre 1918, critiquait la tactique des bolchéviks. Bien des communistes croient encore aujourd'hui devoir en rougir et pourtant il conviendrait d'analyser scrupuleusement cette brochure au lieu d'essayer de l'« excuser ». C'est pour ces critiques que le « luxembourgeois », qui n'existe pas plus que le « léninisme » ou le « trotskysme », a été excommunié par les bolchévisateurs.

Nous n'entendons pas analyser ici cette brochure, dont le contenu mériterait une étude particulière. Bornons-nous à dire qu'on y trouve, à côté de quelques appréciations trop hâtives, et que Rosa a rectifiées plus tard elle-même dans sa lutte révolutionnaire en novembre et décembre 1918 et en janvier 1919, bien des remarques dont la justesse n'a plus besoin d'être démontrée après dix années d'expérience. On trouve, entre autres, la prédiction des « unanimités 100 % », à la mode depuis 1924.

Cependant, il importe de mettre en relief l'analyse des grands événements consécutifs à la guerre mondiale. Au milieu de l'enthousiasme général, des transports de joie qui accueillirent l'action révolutionnaire des masses russes, dirigées par le parti bolchévik, Rosa Luxembourg dont l'élan révolutionnaire n'était pas moindre que celui de ses compagnons d'armes gardait son sang-froid et son esprit critique et, à ceux qui voulaient imiter servilement l'exemple russe, elle opposait la méthode marxiste, qui consiste précisément à s'inspirer des enseignements de l'histoire sans tomber dans l'imitation plate, docile et stérile, à distinguer les traits essentiels des accidents fortuits et secondaires.

Aujourd'hui, après les exclusions et les déportations, le danger d'un enthousiasme débordant n'est pas trop inquiétant, même chez les staliniens. Au contraire : le dégoût gagne les plus fidèles, les plus conscients, les plus précieux éléments de l'avant-garde du prolétariat. Chacun se demande avec angoisse : où allons-nous ?

Or, de même que Rosa Luxembourg n'a pas permis à son enthousiasme de l'emporter sur son esprit critique, il nous incombe aujourd'hui de ne pas laisser le désespoir prendre le dessus sur notre conscience. Il importe d'étudier et d'analyser la réalité, de rechercher dans la décadence de l'Internationale les causes du mal, qui indiqueront en même temps le remède.

Evidemment, ceux pour qui l'histoire n'est qu'un schéma tracé une fois pour toutes par un léniniste supérieur ne comprendront pas les douloureux événements actuels. Si l'on considère le monde comme de la cire à modeler, d'où l'on peut évincer à souhait les oppositions comme on éliminerait des soldats de plomb, on est aussi éloigné du marxisme que les réformistes qui veulent une histoire modèle sans révolution. De même que ceux-ci veulent serrer l'histoire dans la camisole de force de la légalité à tout prix, les bolchévisateurs, désireux de faire une révolution modèle, sans opposition, s'efforcent de serrer la révolu-

tion dans la camisole de force de l'unanimité à tout prix.

Or, l'histoire n'a pas la complaisance de se laisser traiter en cobaye. Notre tâche ne consiste pas à lui prescrire nos préférences, mais à orienter notre action suivant les possibilités données, selon des tendances d'évolution à étudier constamment.

Nous devons d'abord faire enfin une analyse exacte de la situation internationale.

Les dirigeants de l'I.C. ne l'ont pas encore donnée. Dans leurs exposés insipides, on trouve cent fois l'affirmation que la stabilisation capitaliste est relative, que le capitalisme est en déclin, que nous sommes dans la période de la révolution mondiale, etc. Ces généralités ne veulent rien dire. Il ne suffit pas de rabâcher des formules, il faut expliquer les faits.

Il est un point primordial sur lequel nous devons être d'accord à moins de cesser d'être communistes : malgré les tares de son régime politique et les erreurs de sa politique économique, l'Union soviétique reste un facteur révolutionnaire, un élément d'instabilité dans le système du capitalisme. Personne n'exige du P.C. russe qu'il accomplisse des miracles, qu'il fasse surgir le socialisme intégral dans les conditions présentes. Les réalisations de la dictature soviétique sont déjà grandioses. Jamais la classe ouvrière russe n'aurait pu atteindre ce qu'elle a réalisé sans le régime soviétique. Et il serait outrepassant de demander au parti bolchévik d'accomplir ce qu'aucun parti socialiste n'a pu faire avant lui, sans se tromper une seule fois. Dans la situation difficile où se trouve l'U.R.S.S., des faiblesses et des insuffisances sont plus qu'explicables. Notre devoir est d'en parler, de les critiquer, pour y remédier. La faction de Staline, en revanche, tâche de les cacher et de nous présenter le développement de l'économie soviétique sous un jour utopique, pernicieux à notre cause.

Que la stabilisation capitaliste soit relative, tant à cause de l'U.R.S.S. que des contradictions du capitalisme, personne ne le nie. Mais il faudrait tout de même une analyse plus profonde que les déclamations boukharinesques pour discerner, dans l'enchevêtrement des faits, les tendances principales de l'époque.

Les formules de la « stabilisation relative », du « capitalisme en déclin », etc., si justes soient-elles, risquent de devenir des phrases sans contenu, à force d'être répétées à tout propos.

L'impérialisme, nous raconte l'école de Boukharine, est le capitalisme en désagrégation, le capitalisme des monopoles.

Vérifions. Quel est le pays monopoliste par excellence ? Les États-Unis. Est-ce du capitalisme en déclin ? Personne n'oserait l'affirmer. Quel est le pays capitaliste le plus visiblement en déclin ? L'Angleterre. Or, l'Angleterre a le capitalisme le moins monopolisé de tous les pays industriels. Les États-Unis offraient déjà avant la guerre le modèle des monopoles, des trusts. Pourtant, leurs tendances impérialistes étaient extrêmement faibles avant 1914. L'Angleterre était, longtemps avant la guerre, un pays impérialiste par excellence, malgré l'absence de trusts. Ne serait-il pas temps que Boukharine mette un

peu d'ordre dans le fatras de ses théories « léninistes » ? Cela ne serait pas difficile. Il s'agit simplement d'abandonner la théorie de l'impérialisme de R. Hilferding, qu'on nous présente depuis cinq ans comme du léninisme 100%, et de retourner à la source marxiste, à la théorie de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital.

Si le capitalisme européen est en déclin, ce n'est cependant pas la conséquence des monopoles (qui ne peuvent agir que dans le sens de l'accentuation d'un déclin existant sans eux) mais la conséquence du refoulement, progressif du capitalisme européen du marché mondial. Si la définition communiste de la période actuelle comme celle des guerres impérialistes et de la révolution prolétarienne est exacte, les grandes lignes de conduite tracées par les quatre premiers Congrès de l'Internationale sont restées justes. Les faits confirment l'exactitude des vues fondamentales de l'I.C. Mais ils sont en contradiction avec la théorie de Boukharine-Hilferding, que les dirigeants actuels de l'I.C. voudraient substituer à la théorie marxiste.

Dans son *Economique de la période de transition* (paru en 1920), Boukharine explique que la révolution prolétarienne sera la conséquence de la reproduction élargie « négative », c'est-à-dire d'un rétrécissement continu de la production capitaliste, caractéristique, selon lui, du capitalisme en déclin. Une théorie semblable fut défendue par Robert Louzon dans la *Vie Ouvrière*, en mars 1923.

A cette époque, les faits paraissaient justifier ces considérations. La guerre et ses conséquences avaient ébranlé la vie économique des principaux pays d'Europe à tel point que la diminution de la production et de la productivité compromettait de plus en plus la vie — non pas la vie aisée, mais la vie tout court — de larges masses prolétariennes, suscitant ainsi leur révolte contre un état de choses insupportable.

Mais cette théorie, juste dans un cas exceptionnel tel que la situation d'après-guerre, devient fautive si l'on s'efforce d'en faire un schéma et de l'appliquer en général. Le capitalisme a surmonté sa crise d'après-guerre. Il a atténué les contradictions issues du nouveau partage du monde, du chaos des changes, de l'usure de l'appareil producteur, de la « désaccumulation » partielle. La nouvelle situation révolutionnaire qui doit surgir des conditions du régime capitaliste ne sera pas le résultat de la désagrégation de l'appareil producteur, mais au contraire de son épanouissement de plus en plus large. Les difficultés exceptionnelles créées par la guerre une fois surmontées, le capitalisme a trouvé un nouvel équilibre dans lequel se développent inéluctablement ses contradictions classiques ; et celles-ci ne peuvent se développer dans un capitalisme en recul (dans ce cas, elles tendraient au contraire à s'atténuer, ainsi que Rosa Luxembourg l'a fait observer à Bernstein il y a trente ans), elles ne peuvent se développer que dans un capitalisme en développement.

Depuis quelques années, les statistiques indiquent, en effet, une croissance indiscutable de l'appareil producteur et de la productivité dans le monde entier, même dans l'Europe exténuée.

Cette croissance accentue toutes les contradictions du régime capitaliste, notamment entre la production et les débouchés, ce qui intensifie les crises, les rend permanentes dans certaines régions écartées du marché mondial, et prépare une nouvelle conflagration impérialiste.

L'école de Boukharine est ahurie devant ces phénomènes. En effet, si la nouvelle situation révolutionnaire devait surgir de la « reproduction élargie négative », c'est-à-dire de la désaccumulation, toute situation révolutionnaire a disparu et ne pourra se reproduire que si un événement quelconque, un *deus ex machina*, fait rétrograder la production capitaliste. Mais Boukharine ne s'embarrasse pas pour si peu. Si les faits sont en contradiction avec sa théorie, tant pis pour les faits. A la 15^e Conférence du P.C.R. (octobre 1926), là même où Staline communiqua son encyclique sur le « socialisme dans un seul pays », il soutenait encore la thèse du rétrécissement de l'appareil producteur. Un mois plus tard, à l'Exécutif élargi de l'I.C., il dut reconnaître les faits, sous la pression de critiques exercées par des hommes plus intelligents, comme Brandt, ainsi que sous le poids de l'argumentation par l'absurde (involontaire d'ailleurs) de cet incurable crétin de Lominadzé. Une argumentation incohérente, alignant des choses qui ont autant de commun que des betteraves, une taxe notariale et de la musique, permit à Boukharine de se tirer d'affaire, devant un auditoire bien moins appointé et désigné pour comprendre ce charabia que pour le voter.

Pour voir l'issue de notre crise et pour en sortir, il importe donc en premier lieu de rejeter toutes les sottises de l'école boukharinienne et de procéder à une analyse marxiste des tendances objectives de l'économie mondiale. Le reflux de la révolution d'après-guerre a déterminé la dispersion de nos forces. Les tendances révolutionnaires de la situation nouvelle amèneront, en s'accroissant et en se multipliant, la guérison et l'unification de nos forces émietées.

L'état du capitalisme européen

Ce que la terminologie officielle de l'I.C. appelle stabilisation « relative » n'est que l'expression du fait que le capitalisme a surmonté la crise qui fut la conséquence directe de la guerre et faillit aboutir à la révolution prolétarienne en Europe. Cette formule n'a un sens que si l'on admet, à la Boukharine, que nous sommes dans un capitalisme pourrissant, dont la déchéance est due aux monopoles et accélérée par les conséquences de la dernière guerre. Sous cet angle, la « stabilisation relative » apparaît comme un palier dans la dégringolade qui devra continuer tôt ou tard, grâce aux contradictions insolubles issues de la guerre.

En réalité, il n'y a pas, dans le capitalisme, de forces mystiques qui en déterminent automatiquement la déchéance. Le déclin capitaliste en Europe est dû à d'autres causes qu'aux monopoles, quoique ceux-ci contribuent à intensifier toutes les contradictions du régime. Si le capitalisme européen décline — et personne ne saurait nier ce fait qui marque toute notre époque — c'est à cause de son impuissance dans la concurrence

internationale. L'appareil producteur d'Europe étant inférieur à celui des Etats-Unis et le marché mondial étant de plus en plus encombré, une partie de l'appareil producteur du monde doit rester fatalement paralysée. Cette partie exclue des débouchés se trouve presque entièrement en Europe. C'est ce qui explique aussi la disparition des cycles décennaux de crises, auxquels s'est substituée la paralysie économique permanente de certaines régions de la terre. Rien ne caractérise mieux l'impuissance de l'école boukharinienne que le fait que ces doctrinaires desséchés enregistrent ce phénomène au lieu de l'expliquer.

Pour sortir de l'impasse, le capitalisme européen doit compenser ses pertes par une pression accentuée sur la classe ouvrière et par un effort gigantesque en vue de porter sa technique, son outillage et ses procédés de travail au niveau des concurrents supérieurs, notamment de l'Amérique. Sous la pression de cette nécessité, le capitalisme européen est entré dans la période de la rationalisation.

Cependant, la rationalisation ne pourra tenir ce que la bourgeoisie en attend. La différence entre l'échelle de la production dans chacun des plus grands pays d'Europe et aux Etats-Unis est si énorme que la rationalisation, réalisée isolément dans chaque pays, ne pourra pas atteindre l'ampleur et le rendement de la production américaine. Elle ne refoulera pas les Etats-Unis des débouchés enlevés à l'Europe. La conséquence de la rationalisation européenne sera une concurrence intensifiée entre les pays rationalisateurs d'Europe autour des restes de débouchés, de plus en plus restreints, que leur laissent la concurrence américaine et l'industrialisation des colonies. La croissance de la productivité, but et résultat de la rationalisation, permettra au capitalisme européen de produire une même quantité de marchandises avec un nombre d'ouvriers en voie de réduction, et comme les débouchés de l'industrie européenne ne peuvent être élargis proportionnellement à la productivité croissante, la partie paralysée de l'appareil producteur et la partie inactive de la main-d'œuvre s'accroîtront sans cesse. « Un développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu d'ouvriers, c'est-à-dire qui rendrait effectivement la nation entière capable d'accomplir sa production totale en moins de temps, provoquerait une révolution parce qu'il mettrait hors cours la majorité de la population » (4).

La rationalisation inaugure donc en Europe une période de luttes de classes accentuées, tout en accentuant les contradictions impérialistes dans le monde entier. Ces luttes sociales et ces conflagrations impérialistes *seront la conséquence du développement, et non*, comme dans le schéma scolastique de Boukharine, *du dépérissement des forces productives*. Nous entrons ainsi dans une période sensiblement pareille à celle d'avant 1914. La menace de nouvelles guerres impérialistes revient. Il n'est pas nécessaire qu'une telle guerre éclate demain. Mais elle se prépare, et il est plus que jamais du devoir du prolétariat de s'orienter et d'agir, en prévision de la catas-

trophe. En même temps, la rationalisation provoque une reprise des luttes sociales. L'Allemagne actuelle nous montre déjà ce que sera l'avenir de tous les pays rationalisateurs d'Europe.

Nous nous acheminons ainsi vers une période de grandes actions de masses, au cours desquelles le prolétariat sortira de la léthargie des dernières années, consécutive à la défaite de 1923 et propice à la « bolchévisation ». La lutte aiguë que la masse ouvrière aura à soutenir contre les exploiters finira par briser l'emprise réformiste sur le mouvement ouvrier et par ébranler les positions de la bureaucratie bolchévisatrice qui a pu occuper tous les postes dirigeants du mouvement révolutionnaire à la faveur de l'abattement de la masse après la défaite d'octobre 1923.

Mais il ne suffit pas de reconnaître une perspective et de prévoir les événements. Comme ce sont les hommes qui font l'histoire, et que leur activité est un anneau dans la chaîne d'événements nécessaires, la réalisation des événements prévus ne dépend pas moins d'eux-mêmes que des circonstances objectives. Ce sera donc à nous de donner forme et contenu aux perspectives que nous voyons se dessiner.

En Allemagne, la rationalisation est plus avancée qu'en France. Des luttes sociales de grande envergure s'y livrent presque quotidiennement. Aussi la discussion qui ébranle si fortement les autres sections de l'Internationale, les récents événements de Russie, la déportation de l'opposition, n'ont-ils qu'une faible répercussion dans le mouvement communiste allemand. L'importance du groupe Maslow-Ruth Fischer reste heureusement — il faut bien le dire — minime. La classe ouvrière allemande a aujourd'hui besoin d'agir. Engagée dans ses luttes économiques, elle se préoccupe avant tout de ce qui se passe en Allemagne. Et les éléments les plus révolutionnaires du prolétariat allemand, groupés dans le parti communiste, suivent la direction de celui-ci, malgré les erreurs qu'elle peut commettre et malgré la position inqualifiable qu'elle a prise dans la question russe.

Mais nous ne doutons pas que ces luttes inaugurent un long processus de sélection dans le communisme allemand. Au cours de ce processus, les créatures que Zinoviev et Staline ont hissées aux postes les plus responsables seront éliminées par la force des choses. Un parti ouvrier vraiment révolutionnaire (et le P.C. allemand mérite encore aujourd'hui ce qualificatif, malgré les épreuves que bolchévisateurs zinoviévistes et staliniens lui ont fait subir) peut servir de cobaye à des aventuriers dans une période d'accalmie. Mais secoué par des batailles, il devra revenir aux méthodes éprouvées de sélection, au lieu de la sélection à rebours actuellement en vigueur, et il réussira à se débarrasser des incapables qui sont maintenant à sa tête. La question primordiale pour le communisme allemand n'est pas la question russe, mais le rétablissement de la capacité d'action des masses ouvrières d'Allemagne. Même s'il s'acquitte de cette tâche à tâtons et en commettant des fautes, son action pratique sera la meilleure contribution qu'il puisse donner à la solution de la crise du communisme international, car cette action lui permettra de se déve-

(4) K. Marx, *Le Capital*, tome III/1, édit. allemande, p. 246.

lopper, de s'acheminer vers son indépendance, de briser une tutelle intolérable et de préparer le terrain pour son affranchissement de la pression bureaucratique dans toutes les questions.

En France, par contre, la rationalisation n'en est qu'à ses débuts. Les actions de masses qu'elle doit engendrer ne se déchaîneront que plus tard. Le mouvement ouvrier français n'est pas encore entré dans la période de luttes multipliées et accentuées que connaît actuellement l'Allemagne. Aussi l'émiettement et la dispersion des forces révolutionnaires sont-ils encore loin de s'acheminer vers leur fin. Les formes concrètes de ce processus sont moins faciles à prévoir qu'en Allemagne. Notre Parti a plus souffert de la bolchévisation que le parti allemand. Il a perdu tous ses dirigeants capables, la plupart de ses vieux membres expérimentés, il a été amputé de tout ce qui pourrait favoriser son redressement de l'intérieur. Mais la période des luttes qui va venir forcera les éléments sains à s'unir sur une plateforme communiste, sous peine de laisser la masse révolutionnaire sans guide et de la livrer sans défense aux ambitions malsaines des énergumènes bolchévisateurs.

Et c'est précisément ce retard dans la rationalisation qui rend la crise communiste en France plus aiguë qu'en Allemagne, qui permettra (ou du moins *devrait permettre*) aux éléments sains du communisme français de travailler à l'élaboration d'une plateforme commune, tâche que les camarades allemands ne peuvent accomplir en ce moment, tant à cause de leurs luttes quotidiennes que du silence imposé par la « discipline » et qu'ils ne peuvent briser en pleine action.

Bilan

Le marxisme est une conception révolutionnaire du monde qui ne connaît pas de formules valables une fois pour toutes. Les directives que Marx a données au prolétariat ne sont pas le résultat d'une construction artificielle, sortie de sa tête comme Diane de la tête de Jupiter, mais l'expression de la réalité, à l'analyse de laquelle Marx a consacré toute sa vie. Et comme la réalité change sans cesse, notre tâche consiste à vérifier constamment nos conceptions en les confrontant avec les événements. La doctrine ne peut être utile que si elle traduit la réalité.

Or, dix ans après la Révolution d'Octobre, il convient de mettre l'ensemble de nos doctrines et l'arsenal de nos armes à l'épreuve des expériences accumulées. Vérification d'autant plus nécessaire que les événements de Russie jettent le trouble dans les rangs communistes et que plus d'un travailleur sincèrement révolutionnaire se demande avec angoisse, en face de la dictature de clique établie dans l'U.R.S.S., si les réformistes n'ont pas eu raison dans ce qu'ils ont déclamé sur tous les tons depuis la chute du gouvernement Kerensky. La voie de la dictature a-t-elle vraiment fait faillite en tant que moyen de réaliser le socialisme ? Telle est la question que se posent actuellement bien des prolétaires, qui risquent de retomber sous l'influence du réformisme si nous ne réussissons à leur donner une réponse nette et précise. Les « explications » des

flageorneurs stipendiés de Staline ne parviennent pas à les convaincre, car ce qu'il faut à ceux que les événements ont secoués et poussés à réfléchir, ce ne sont pas des affirmations creuses, mais des arguments sérieux. C'est à nous de les leur fournir.

La question fondamentale qui est à la base de nos divergences avec le réformisme est celle de *l'analyse et de l'appréciation de la période actuelle du capitalisme*. Pour les réformistes, elle est la période de l'organisation de plus en plus profonde et étendue de la production capitaliste, de l'atténuation graduelle des contradictions du régime social que nous subissons, de l'élimination lente, mais sûre, de toutes les causes de guerre tant entre classes qu'entre nations. Pour nous communistes, c'est la période des guerres impérialistes, fatales en régime bourgeois, et de la révolution prolétarienne internationale.

Il suffit de comparer la situation actuelle aux miracles qu'au lendemain de la guerre les réformistes escomptaient de la démocratie bourgeoise et de la Société des nations, pour se rendre compte que leurs conceptions s'écroulent au contact de la réalité. Guerres coloniales, antagonismes impérialistes, lutte de classes sans trêve, malgré les efforts des réformistes. Une nouvelle guerre impérialiste se prépare. De même qu'en 1905, lors de la crise marocaine, il n'était pas possible de prévoir si la guerre éclaterait en 1909 (annexion de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie), ou en 1911 (Agadir), ou en 1913 (intention de la Russie d'envahir l'Arménie) ou en 1914, il est impossible de prévoir aujourd'hui la date de la prochaine conflagration. Mais les groupements impérialistes, soudés par des pactes d'« amitié » (*sic*), des traités de « non-agression », etc., se précisent. Deux facteurs sont seuls susceptibles de retarder le moment critique : la détresse financière des puissances européennes, leur endettement vis-à-vis de l'Amérique, et une attitude résolue, inébranlable du prolétariat.

Après les expériences passées, la bourgeoisie sait ce qu'elle risque en déchainant une guerre. Seule une attitude intransigeante de la classe ouvrière, lui faisant comprendre qu'elle marchera pour son propre compte dans la prochaine guerre, peut forcer les gouvernements à ajourner le conflit. L'ajourner, c'est gagner du temps, c'est peut-être prévenir la catastrophe si la classe ouvrière réussit à prendre le pouvoir à temps. En collaborant à toutes les institutions dites de paix, à la S.D.N., etc., tout en affirmant le principe de la défense nationale, les réformistes obtiennent le contraire de ce qu'ils se proposent d'atteindre. Ils désarment ainsi doublement le prolétariat, seule force sérieuse de paix. D'une part, ils le bercent d'illusions sur la possibilité d'éviter la guerre par les méthodes du pacifisme bourgeois, et d'autre part, ils éliminent, en proclamant la nécessité de la défense nationale, le seul facteur qui puisse déterminer la bourgeoisie à éviter la guerre : la peur de la révolte prolétarienne.

Un autre point de désaccord entre communistes et réformistes est la question du *caractère de la révolution russe*. Kautsky et ses amis affirmaient que c'était une révolution bourgeoise. Rosa Luxembourg et Lénine, par contre, l'ont

proclamée révolution socialiste. Là encore, la thèse communiste s'est avérée juste. Si la Russie n'a pas réalisé et ne réalise pas le socialisme « 100 % » dont rêve Staline, elle a pourtant fait de grands progrès sur le terrain jusqu'alors inconnu de l'organisation d'une société sur une base collectiviste. Et si nous constatons, dans la Russie actuelle, des signes de crise, des difficultés économiques de toute sorte, ce n'est pas un argument en faveur de Kautsky. C'est plutôt la confirmation de ce que Rosa Luxembourg et Lénine ont toujours affirmé : à savoir que la révolution prolétarienne doit être *internationale* pour triompher définitivement. Les événements peu réconfortants qui se produisent dans l'U.R.S.S. résultent de la contradiction entre la nécessité d'une révolution internationale et la réalité d'une révolution victorieuse dans un seul pays.

La vieille discussion entre marxistes et réformistes autour de la question : *réforme ou révolution ?* se poursuit depuis plus de trente ans. Les dix années écoulées depuis 1917 l'ont également tranchée en faveur de la doctrine communiste. Les révolutions de Russie et d'Europe centrale ont démontré la justesse de ce que Rosa Luxembourg affirmait en 1898 contre Bernstein, à savoir que réforme et révolution ne sont pas deux choses qu'on peut choisir à souhait sur le buffet de l'histoire comme des saucisses froides ou des saucisses chaudes, mais qu'une situation révolutionnaire exige l'action révolutionnaire et qu'un parti prolétarien qui méconnaîtrait les nécessités de la situation serait balayé. Le sort des menchéviks en est la preuve.

A la question : *démocratie ou dictature ?* la réponse de l'histoire n'est pas moins décisive. Les événements ont indéniablement établi que le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir politique par la voie de la « démocratie » bourgeoise, qu'il ne peut parvenir au gouvernement que par le « coup de marteau » de la révolution, par la violence prolétarienne opposée à la violence des classes dirigeantes. Ils ont établi que la dictature du prolétariat ne peut être exercée, comme se le figure Kautsky, par une majorité prolétarienne dans le cadre du parlementarisme bourgeois, mais qu'elle doit être basée sur les organes créés par l'histoire même : les Conseils ouvriers.

Mais si l'expérience historique nous a démontré la nécessité de la dictature prolétarienne, elle en a révélé aussi les dangers et les inconvénients. La dictature ne doit pas être le pouvoir d'une coterie qui prend sa volonté pour celle de la classe. Rosa Luxembourg a eu mille fois raison d'insister sur la nécessité de la démocratie — prolétarienne et non bourgeoise ! — de la lutte libre des opinions, qui seule garantit l'éclosion de toutes les forces créatrices dans la période de transformation inouïe qu'est la révolution prolétarienne. Elle a vivement critiqué les bolchéviks d'avoir supprimé toute démocratie.

Evidemment, ce serait une erreur de prendre à la lettre tout ce que Rosa a écrit dans sa brochure sur la révolution russe, parue en septembre 1918 et qui ne fut qu'une première ébauche. Dans ses luttes pratiques, au cours de la révolution allemande, elle a révisé certaines de ses opinions. Et tout en préconisant la démocratie,

elle a déclaré que les bolchéviks ne pouvaient agir autrement dans la situation où ils se trouvaient à l'époque, en raison de la passivité du prolétariat international. Encore aujourd'hui, ce serait folie que d'exiger du parti bolchévik la réalisation d'une démocratie exemplaire, dans l'isolement où se trouve l'U.R.S.S., entourée d'ennemis capitalistes.

Cependant, la liberté d'opinion au sein du parti bolchévik devient par là-même une nécessité d'autant plus impérieuse. Si, par la force des choses, la liberté de la parole et de la presse est limitée à un seul parti, qui groupe (ou qui groupa naguère) l'élite du prolétariat, cette liberté doit se faire jour pleinement parmi ceux qui sont réunis par des principes communs. Dès qu'on la supprime, les intérêts de clan menacent de l'emporter sur les intérêts de classe, la boussole de l'action prolétarienne, qui n'est point dans l'infailibilité d'un Bureau politique pontifical ou d'un secrétaire général sans reproche, mais uniquement dans l'expérience de la masse, commence à faire défaut et le Parti risque de s'en aller à la dérive.

L'histoire des dix dernières années nous a encore démontré la justesse de la théorie de l'Etat de Marx et d'Engels, que Lénine a tirée des décombres sous lesquels la pratique réformiste d'avant-guerre l'avait ensevelie. Les gouvernements démocratiques sont bien les Comités exécutifs des classes possédantes, même si des socialistes y participent. D'autre part, l'expérience a confirmé que la forme de l'Etat prolétarien ne saurait être que celle des Conseils ouvriers. Nous l'avons vu en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et en Italie. Il s'agit là, non d'une invention diabolique des révolutionnaires, mais d'une création spontanée et organique. Toutes les forces créatrices de la société sont déchainées en période révolutionnaire. Les Conseils ouvriers sont le produit de ces efforts créateurs.

D'autre part, depuis 1923, les événements ont infligé des défaites incontestables au régime instauré, après la première campagne contre le « trotskysme », dans le parti russe et dans l'Internationale. Ce régime et la politique actuelle de l'I.C. sont aussi définitivement condamnés par l'histoire que les principes fondamentaux de notre mouvement sont confirmés par elle.

Tout ce que nous avons prédit au sujet de la bolchévisation, s'est — malheureusement — réalisé. Depuis l'exclusion de Souvarine, en 1924, l'Internationale s'est engagée dans la voie de l'autocastration, qu'elle préférerait à l'autocritique. Elle s'est amputée successivement de ses meilleures têtes, de tous ceux qui savent penser, raisonner, développer une propre opinion. Elle s'est montrée incapable de comprendre et d'analyser la situation internationale et d'en tirer les conclusions nécessaires à la politique communiste. Ayant abandonné le marxisme pour un « léninisme » chimérique que Lénine serait le premier à envoyer à tous les diables, incapables de s'orienter dans la situation compliquée d'après 1923, les dirigeants de l'I.C. sont contraints de patauger.

La « bolchévisation » a-t-elle donné le résultat que Zinoviev et consorts s'en promettaient ? Elle devait créer des partis communistes « mono-

lithiques» épurés de la scorie social-démocrate, à l'abri des erreurs et des déviations. Pour l'effectuer, Zinoviev fit adopter, en mars 1925, les fameuses « thèses sur la bolchévisation », auxquelles il faudrait réserver une place d'honneur dans un musée comme curiosité contre-révolutionnaire.

Les résultats sont trop connus pour qu'il faille les exposer longuement. Cette folie a démoli les organisations communistes, tué toute initiative et tout travail doctrinal fécond, codifié des phrases creuses et des formules fausses, anti-marxistes, comme ligne de conduite absolue des partis communistes qui pâtissent encore aujourd'hui de leur application. La meilleure démonstration de la faillite de la bolchévisation a été fournie au 15^e Congrès du parti russe par Boukharine en personne, qui a dû avouer qu'il faut s'attendre à toutes sortes de gaffes et de variations de la part des sections non-russes de l'I.C. Et il y a un an, lors du conflit franco-italien, nombreux étaient les communistes français qui auraient marché pour la défense nationale contre Mussolini.

Tout redressement communiste doit prendre pour point de départ la répudiation intégrale des principes qui étaient à la base de la bolchévisation. La guérison ne peut venir que du ou des groupes communistes qui se placent sur le terrain d'une lutte implacable contre la bolchévisation.

...Trotsky, Radek, Rakovsky, Préobrajensky, de nombreux militants sont bannis, exilés, déportés. L'élite du mouvement communiste, des camarades dont chacun a plus dans sa tête que toute la fraction Staline et Zinoviev réunie, est écartée par la force du travail révolutionnaire ! Les artisans de la Révolution d'Octobre sont chassés, traqués, emprisonnés par les profiteurs de cette révolution ! Et devant ces choses ignobles, les « dirigeants » des partis communistes applaudissent, se couvrent d'opprobre en lançant encore leurs calomnies et leurs injures à ceux que Staline envoie en exil. Sinistre déchéance ! La bourgeoisie peut exulter, car Staline fait sa besogne, et gratuitement...

Mais le jour viendra où les masses prolétaires du monde déchireront le voile du mensonge et se dégageront de l'emprise étouffante des bureaucrates aujourd'hui omnipotents, et où leur action libératrice fera sauter toutes les Bastilles, y compris celle des imposteurs du léninisme.

PRIMUS.

N. D. L. R. — L'article de notre collaborateur évoque bien des problèmes en discussion et les tranche dans un sens qui n'est pas toujours le nôtre. Dans l'impossibilité où nous sommes de traiter toutes les questions controversées à la fois, nous nous réservons d'y revenir à la plus prochaine occasion. Mais nous tenons à indiquer de suite que nous ne pouvons admettre la position de la question, selon Primus et bien d'autres camarades, de la crise du bolchévisme, d'après laquelle nous serions en présence « de difficultés », « d'erreurs », « d'échecs partiels », etc., etc. Il ne s'agit pas, à nos yeux, de signaler ou de dénoncer des phénomènes de cet ordre, comme tout mouvement historique peut en présenter. Il s'agit de discerner toute une orientation fautive et d'en mettre en lumière les manifestations symptomatiques et caractéristiques. Si, par hypothèse, cette orientation pouvait ne pas persister, les « difficultés » en question ne pèseraient guère et l'on pourrait aborder d'un autre cœur les grands obstacles.

George Andreytchine en prison à Moscou

Au moment où paraîtra ce *Bulletin*, il y aura quelque deux mois que notre camarade et ami George Andreytchine est en prison à Moscou.

Sans raison valable, sans motif avoué, ce militant intègre du communisme a été jeté en prison et mis au secret en vertu des pouvoirs discrétionnaires que s'attribue le Bureau politique du ci-devant parti communiste devenu instrument passif d'une oligarchie bureaucrate.

Si nos informations sont sûres, le prétexte de cet acte arbitraire et odieux serait dans le fait qu'Andreytchine était porteur d'une copie de ces soi-disant « directives du centre trotskyste » dont il est question d'autre part. En réalité, notre camarade est victime, comme tant d'autres, de la méthode de Staline consistant à *faire des exemples* pour intimider, décourager et terroriser les communistes réfractaires à l'asservissement.

Andreytchine était un opposant de 1923 et l'était resté en dépit des manœuvres de pression alternées de sollicitations. En 1926, il eut l'illusion d'entrevoir la possibilité de surmonter le conflit et crut sincèrement au désir de Staline de favoriser une collaboration. Nous le mimés en garde, à l'époque, non sans explications un peu vives. Les événements ultérieurs l'édifièrent...

Né en Bulgarie, Andreytchine s'était donné corps et âme au mouvement ouvrier dès l'âge adulte. Membre de la fraction social-démocrate des *tesniaki (étroits)* c'est-à-dire de la gauche intransigeante, il fut gagné plus tard par le syndicalisme révolutionnaire français et, aux Etats-Unis où il émigra, devint un des dirigeants actifs des *I. W. W.* (Travailleurs Industriels du Monde). Arrêté et condamné à une terrible peine d'emprisonnement, il fut mis en liberté sous caution et réussit à partir pour la Russie en révolution, comme Bill Haywood et Chatov. On lui doit pour une bonne part l'entrée d'une importante fraction des *I. W. W.* dans le mouvement communiste.

Membre du parti bolchévik, Andreytchine travailla principalement dans l'Internationale syndicale rouge et dans l'Internationale communiste jusqu'en 1923, puis dans des institutions économiques et au Commissariat des Affaires étrangères. Bien connu des principaux militants de la première heure, surtout de France, d'Amérique, d'Angleterre, de Bulgarie et de Russie, il est aimé de tous pour sa bonté, sa loyauté et son dévouement.

Son arrestation et son incarcération prolongée à la Bastille pseudo-soviétique doit susciter l'indignation réfléchie des véritables communistes de tous les pays que nous appelons à protester avec nous contre l'arbitraire dictatorial des usurpateurs néo-léninistes, en faveur d'Andreytchine comme de tous les autres révolutionnaires emprisonnés ou déportés *sans juridiction populaire, sans contrôle public, sans garantie légale de justice.*

Nos Suppléments

Notre Supplément numéroté 23 bis et paginé à la suite est destiné à prendre place dans les collections entre les n^{os} 23 et 24.

Les deux suppléments non numérotés, tirés pour les besoins de l'information rapide, et d'un format différent de celui du *Bulletin* habituel, ne sont pas destinés aux collections. La matière en est reproduite dans le *Bulletin*, selon l'ordre chronologique.

Nous n'avons publié ces tracts comme suppléments de notre organe que pour réduire les frais d'expédition.

LA DÉPORTATION DES COMMUNISTES

Nos Camarades déportés

Ainsi que nous l'avons annoncé dans l'appel du *Cercle communiste Marx et Lénine* publié par le précédent *Supplément* du *Bulletin*, une quarantaine parmi les porte-parole de l'opposition communiste russe ont appris le 3 janvier la décision les condamnant à la déportation pour trois années.

Le 6 janvier et les jours suivants furent mis en route les militants les moins en vue, cependant que les principaux leaders étaient l'objet d'une manœuvre consistant à camoufler leur exil en mission de travail.

Depuis 1924, la ruse tactique de Staline, fort simple, a été de familiariser les esprits avec des mesures progressives de répression, appliquées graduellement, depuis la censure et le blâme jusqu'à la déportation, en passant par l'éviction successive des organismes directeurs et l'exclusion du Parti. L'opposition, avec une naïveté à peine croyable, s'est prêtée à cette tactique, croyant « habile » de subir n'importe quoi en feignant d'en reconnaître la légitimité, comme si l'avenir était ainsi réservé.

On sait le bilan de cette prétendue habileté, parfois entrecoupée de sursauts d'énergie inconséquents. Mais cette fois-ci, l'opposition semble avoir compris la leçon des événements et elle a observé l'attitude digne qui s'imposait, en s'abstenant de respecter la comédie, et en évitant le romantisme révolutionnaire d'une résistance désespérée.

Trotsky et ses camarades déjouèrent la manœuvre de Staline en refusant de partir volontairement au cas où un traitement différent serait appliqué aux opposants selon leur rang, et où des garanties ne seraient pas données pour faire de leur départ de véritables missions de travail. Après une dizaine de jours de palabres, tout se termina par une déportation en règle, rendant la situation parfaitement claire.

Staline a usé d'une certaine stratégie de la répression, répartissant les déportés de la Caspienne à la Mer Blanche selon la virulence de leurs opinions. C'est ainsi que les camarades de la tendance de Sapronov ont été particulièrement défavorisés. Il est encore difficile de dresser le tableau complet de la déportation, la plupart des camarades n'ayant eu connaissance au départ que de la première étape de leur voyage.

Les correspondances envoyées par M. Paul Scheffer au *Berliner Tagblatt* au cours de ces événements, et reproduites dans la presse mondiale, sont absolument dignes de foi. M. Scheffer habite Moscou depuis plusieurs années et il est actuellement le seul journaliste étranger réellement informé et scrupuleux.

Le jour de son départ, Trotsky a accordé une interview à M. Scheffer, en s'abstenant de parler de son cas personnel et en donnant sur la politique européenne des appréciations empreintes de cet optimisme révolutionnaire qui l'a toujours caractérisé. Nous voudrions croire, comme lui, à une prochaine renaissance du mouvement communiste en Occident... Mais ceci est une autre histoire.

La déportation de nos amis a fourni à la rédaction servile de l'*Humanité* une nouvelle occasion de se surpasser. Son article du 20 janvier, qu'elle n'a même pas été capable d'écrire elle-même, mérite une place dans les archives de la littérature thermidorienne russe.

Retenons-en, pour aujourd'hui, que le Parti « dans sa magnanimité (!)... fait au contraire tout pour offrir (!) aux camarades (!) qui ont manqué à leur devoir (!) la possibilité de retrouver (!) sans déportation (!) le chemin du Parti ».

Aux communistes non asservis, à nous maintenant de travailler et de lutter pour le retour des déportés. Le dernier mot n'est pas encore dit.

Comment Trotsky a quitté Moscou

Un de nos correspondants de Moscou nous communique, à la date du 18 janvier :

Préobrajensky a été expédié le dimanche 15 sur Ouralsk; le même jour, Karl Radek est parti pour Ichim (région d'Omsk), précédé de quelques caisses de bouquins.

Le 16, Trotsky devait partir pour Alma-Ata (anciennement Vierny). Cinq mille personnes étaient à 9 heures du soir à la gare de Kazan, le réclamant à grands cris. On amena ses bagages, puis le train partit sans lui, stoppa un peu plus loin; la foule accourut, un peu plus loin encore même manège. Finalement, il ne fut pas expédié et on lui dit qu'il partirait seulement le 19.

Mais le 17, à 1 heure de l'après-midi (en plein jour, les ouvriers étant à l'usine), sept soldats vinrent l'enlever de force, brisant la porte de sa chambre, et le conduisirent en automobile à une station éloignée où ils le mirent dans un train.

Un autre correspondant nous informe, à la date du 19 :

On chuchote à Moscou qu'un « complot » contre Staline et Boukharine a été découvert et l'on s'attend à ce que d'une façon ou d'une autre on y mêle l'opposition. Les agents provocateurs du Guépéou ne chôment pas.

Troisième information de même date :

Les principaux membres de la tendance de Sapronov sont envoyés en Sibérie, notamment Vladimir Smirnov à Beriozovka (gouvernement de Tomsk) et Kharietchko dans la région de Narym. Sapronov lui-même est depuis plusieurs jours dans un trou perdu de la province d'Arkhangelsk (Mer Blanche).

Seul, Racovsky n'a pas encore quitté Moscou. Il est réfugié à l'Institut Marx et Engels où il prépare une étude sur Saint-Simon.

(Vierny, le lieu de déportation de Trotsky, est une bourgade située à la frontière du Turkestan Chinois, entre le Pamir et l'Altai, au sud du lac Balkhach).

Nouvelles de la fin du mois :

Trotsky est bien arrivé à destination avec sa famille, sans son fils aîné, mais très fatigué et inquiet du sort de ses livres. Radek est à Tobolsk, où il habite... la *Rue de la Liberté (Oulitsa Svobody)*. Préobrajensky est à Ouralsk, où on lui a proposé de prendre la place d'un S.R., ce qu'il a refusé. Smilga est à Narym.

Quant à Zinoviev et Kamenev, ils sont restés à Moscou. On a rencontré le premier, florissant et content de lui.

PIÈCES & DOCUMENTS

LES LEADERS DE LA RÉVOLUTION sont en route pour la déportation et l'exil

Travailleurs, Camarades de France et de l'Internationale !

Proletaires de tous les pays !

Sachez le cours sinistre des événements où périclète lentement la Révolution russe d'Octobre, hier encore espoir des exploités et des opprimés de toute la terre.

Le 3 janvier, une quarantaine de représentants les plus en vue de l'opposition communiste ont appris leur condamnation à trois ans de déportation et dû partir sans délai pour des destinations inconnues.

Déjà, sous la contrainte de la force policière ils sont en route pour la Sibirie, pour les rives de la Mer Blanche et de l'Océan Glacial.

Séparés les uns des autres, arrachés à leurs familles, à leurs amis, à leur Parti, à la classe ouvrière qu'ils ont servie avec abnégation, ils ont repris le chemin de l'exil qu'ils avaient connu sous le tsarisme.

Comment, pourquoi, par qui ont-ils été condamnés ?

Ils sont condamnés sans avoir été jugés, encore moins défendus. Ils n'ont comparu devant aucun tribunal, pas même devant une juridiction d'exception. Il a suffi d'une décision secrète du Bureau politique de l'ex-parti communiste, exécutée par le Guépécou, force de police de compétence illimitée.

Quel est leur crime ?

Ils ont défendu les principes proclamés par la Révolution d'Octobre, les prescriptions de la Constitution soviétique, les résolutions prises librement par le Parti bolchevik du vivant de Lénine, les intérêts du prolétariat international.

Qui sont-ils ?

Ils furent les propagandistes et les organisateurs de la révolution sous l'ancien régime, les meneurs de l'avant-garde ouvrière et paysanne en Octobre, les chefs de la guerre civile sous le blocus, les attentats, les séditions, les soulèvements et les invasions, enfin les constructeurs de l'Etat soviétique, — et ils sont restés fidèles à eux-mêmes, à leur idées, à leurs serments.

Il suffit de les nommer pour prononcer leur éloge et pour évoquer, du même coup, quelques-unes des plus belles pages de l'histoire du socialisme international et de l'émancipation du prolétariat.

C'est Léon Trotsky, l'extraordinaire homme d'action, orateur et écrivain, qui, à 24 ans, présidait déjà en 1905 le premier Soviet des Députés ouvriers de Saint-Petersbourg et qui, douze ans plus tard, fut le grand artisan de la victoire d'Octobre, devint le créateur de l'Armée rouge, le réorganisateur de l'industrie et des transports, le leader de l'Internationale, et dont l'intelligence, la culture, la puissance de travail forcent le respect de l'ennemi même.

C'est Karl Radek, le compagnon de lutte de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg pendant la guerre, l'infatigable pamphlétaire de *Spartacus*, l'un des chefs de la révolution allemande, fondateur de la 3^e Internationale, théoricien savant et praticien courageux de la lutte de classes révolutionnaire.

C'est Christian Racovsky, le leader des ouvriers et des paysans de Roumanie, militant actif du socialisme dans les principaux pays d'Europe, disciple de Jules Guesde et de Plekhanov, combattant de la révolution russe depuis l'épisode du cuirassé *Potiomkine*, pacificateur de l'Ukraine dont il fut le Président du Conseil des Commissaires du Peuple, plénipotentiaire de la République des Soviets à l'étranger dans toutes les grandes circonstances.

C'est Préobrajensky et Sérébriakov, tous deux anciens Secrétaires du Parti bolchevik à l'époque héroïque, anciens Commissaires du Peuple, hier encore investis des plus hautes missions auprès des Etats étrangers.

C'est Sosnovsky, l'un des meilleurs rédacteurs de la *Pravda* et de la *Bednota*, célèbre dans toute la Russie comme dénonciateur des abus, polémiste toujours au service des faibles et des victimes. C'est Sapronov, l'ouvrier peintre en bâtiment dont la révolution avait fait le Secrétaire du Comité Exécutif Central des Soviets.

C'est Bieloborodov et I. N. Smirnov, hier membres du Conseil des Commissaires du Peuple. C'est Mouralov, naguère Commandant des troupes de Moscou.

C'est l'élite de la Révolution, enfin, qui est atteinte par le coup qui frappe ces grands serviteurs de la cause populaire.

Sans travail et sans ressources, pour la plupart usés par l'existence épuisante des luttes révolutionnaires, forts au moral mais physiquement affaiblis, que deviendront-ils, ces hommes fiers, nos camarades, nos frères, sous les climats rigoureux, loins de leurs proches, à l'écart de toute civilisation, privés de vie culturelle ?

La déportation pour trois ans peut être une forme hypocrite de l'assassinat.

Travailleurs de tous les pays ! Verrez-vous avec indifférence déchoir ainsi la révolution qui avait éveillé en vous tant d'espoirs ? Laisseriez-vous sacrifier de la sorte vos défenseurs, les champions de votre idéal qui, même lorsqu'ils se trompent, sont toujours désintéressés, loyaux, fidèles à votre cause ?

Nos camarades déportés, certes, ne se plaignent pas et ne demandent rien pour eux-mêmes : ils souffrent seulement de voir les conquêtes de la révolution en péril. La pauvreté, ils en ont l'habitude. Ils savent ce que c'est que l'exil. Avant Staline, ils l'avaient subi sous Nicolas II.

Pour ne parler que des plus connus, Trotsky, Radek et Racovsky ont éprouvé bien des prisons, bien des camps de concentration, bien des répressions dans presque tous les pays d'Europe, avant d'accéder, par leur mérite, au pouvoir dont ils n'ont pas été les profiteurs. Tels ils furent élus par le prolétariat combattant, tels ils sont restés, les mains propres, la conscience pure, le courage intact.

Mais si de tels hommes subissent un tel sort, quel traitement inflige-t-on aux humbles, aux ouvriers, aux anonymes ? Combien sont-ils, dans les prisons, dans les camps, dans les bagnes ? Qu'ont-ils fait ? Qui les juge ?

Où va-t-elle cette Révolution russe qui a fait battre nos cœurs, qui a éclairé nos cerveaux, pour laquelle nous avons travaillé et lutté sans trêve, si la tyrannie d'une faction se substitue à la dictature légitime de notre classe ?

Travailleurs ! Ne soyez dupes ni complices d'un pouvoir usurpateur qui bafoue les volontés du peuple et piétine la loi fondamentale même de la République des Soviets. Ne croyez personne sur parole mais sachez vous informer des destins de la Révolution, de la situation des classes laborieuses en Russie.

Dans vos organisations politiques ou syndicales, faites montre d'un désir de savoir et de comprendre, vérifiez les renseignements, confrontez les thèses. Répétez à la pudeur ceux qui accusent sans preuves et répudiez qui vous trompe. Dégagez, enfin, vos partis,

vos syndicats révolutionnaires d'une tutelle déshonorante et faites que leurs représentants tiennent à Moscou un langage digne et viril de militants, non des paroles de courtisans.

Si nos compagnons de lutte devaient succomber en Russie, ils ne précéderaient que de peu la Révolution au tombeau. Un tel désastre ne serait possible, camarades, que grâce à votre inertie et à la complicité criminelle de vos dirigeants lâches, imbéciles ou vénals. Ne se lèvera-t-il pas une élite de travailleurs conscients pour sauver ce qui peut encore être sauvé de la Révolution russe, du mouvement communiste international ?

Alarme ! Que tout militant digne de ce nom prenne conscience de la gravité de l'heure, secoue les endormis et attaque les endormeurs. Que rien ne l'arrête dans son initiative, dans son activité, dans sa besogne essentielle de messenger des tragiques nouvelles.

Avec nous, à nos côtés, criez la vérité ! Exigez le retour des déportés, l'amnistie générale aux révolutionnaires emprisonnés, la remise en vigueur de la Constitution soviétique, l'établissement d'une légalité souveraine et d'un régime démocratique social.

Vive la République des Soviets !

A bas la tyrannie des factions !

Vive le communisme international !

Pour le « Cercle Communiste Marx et Lénine »,

La Commission Exécutive :

ADLER, ALBRESPIY, BARAT, MARTHE BIGOT, GARSOT, GOURGET, LACHASTRE, LEMIRE, MAHOUY, MAILLAND, SARAH MENANT, LUCIEN SABLÉ, BORIS SOUVARINE.

Paris, 8 janvier 1928.

Appel des Déportés à l'Internationale

Au Présidium de l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

Aux Comités Centraux des Partis nationaux de l'Internationale Communiste.

Nous, soussignés, exclus des rangs du Parti Communiste de l'U.R.S.S. par suite des décisions du XV^e Congrès de notre Parti, nous avons cru nécessaire de faire appel directement de notre exclusion devant le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste. Mais, par un arrêté du Guépéou, nous, vieux militants du bolchévisme et du Parti, sommes déportés dans les districts les plus éloignés de l'Union Soviétique, sans que la moindre accusation ait pu être retenue contre nous, dans le seul but de rompre notre liaison avec Moscou et les autres centres ouvriers, et par suite avec le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Nous estimons dès lors nécessaire, à la veille de notre départ forcé vers les régions les plus lointaines de notre Union Soviétique, d'adresser la présente déclaration au présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en le priant de la porter immédiatement à la connaissance des Comités Centraux de tous les partis communistes.

LES DÉPORTATIONS ET LEUR SIGNIFICATION HISTORIQUE

1. — La déportation administrative de vieux militants du Parti par ordre du Guépéou, est tout simplement un nouveau maillon de la chaîne des événements qui ébranlent le P.C. Ces événements ont une signification historique gigantesque pour une série d'années. Les divergences actuelles sont parmi les plus importantes dans l'histoire du mouvement révolutionnaire international. Il s'agit en fait de ne pas perdre la dictature du prolétariat érigée en Octobre 1917. La lutte au sein du P.C. de l'U.R.S.S. se développe, en réalité, derrière le dos de l'Internationale Communiste, sans sa participation, et même à son insu. Les principaux documents que l'opposition a consacrés aux plus grandes questions de notre époque restent inconnus de l'Internationale Communiste. Les partis communistes se trouvent chaque fois placés devant le fait accompli et mettent leur sceau au bas de résolutions toutes prêtes. Nous sommes d'avis qu'un tel état de choses a ses racines dans le régime intérieur erroné auquel est soumis le P.C. de l'U.R.S.S., ainsi que l'Internationale Communiste dans son ensemble.

2. — L'apreté extraordinaire de la lutte à l'intérieur du Parti, qui a conduit à notre exclusion (et tout récemment, sans le moindre prétexte, à notre dépor-

tation), a été précisément provoquée par nos efforts pour informer de nos vues notre Parti et l'Internationale Communiste. Sous le régime de Lénine, informer ainsi était considéré comme une chose naturelle. La discussion se déroulait alors sur la base de la publication et de l'examen complet de tous les documents relatifs aux questions controversées. Sans un régime pareil, l'Internationale Communiste ne peut pas devenir ce qu'elle doit être. Au prolétariat international incombe encore la lutte pour le pouvoir contre une bourgeoisie extrêmement puissante. Cette lutte exige à la tête des partis communistes une direction autorisée, ferme et indépendante. Une telle direction ne peut naître qu'au cours d'une suite d'années, sur la base du choix des représentants les plus fermes, les plus capables, les plus indépendants et les plus courageux de l'avant-garde prolétarienne. Les fonctionnaires les plus zélés ne peuvent remplacer les chefs révolutionnaires. La victoire de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde entier dépend, dans une mesure considérable, de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Le régime intérieur actuel de l'Internationale Communiste empêche la sélection et l'éducation d'une telle direction. Cela se voit de la manière la plus claire par l'attitude des partis communistes étrangers vis-à-vis des problèmes intérieurs du P.C. de l'U.R.S.S., dont le sort est étroitement lié à celui de l'Internationale Communiste.

« ON NOUS DÉPORTE A CAUSE DE NOS OPINIONS »

3. — Nous, les opposants, avons brisé les normes de la vie du Parti. Pourquoi ? Parce que la possibilité d'exercer nos droits normaux de membres du Parti nous a été injustement ravie. Pour porter nos points de vue à la connaissance du Congrès, nous avons été contraints d'utiliser une imprimerie d'Etat. Pour réfuter devant la classe ouvrière la falsification de nos points de vue, et, en particulier, la grossière calomnie relative à notre prétendue liaison avec un officier de Wrangel et avec la contre-révolution en général, nous avons porté à la démonstration du dixième anniversaire des pancartes avec les inscriptions suivantes :

« Laissez-nous diriger le feu à droite, contre les Koulaks, les Nepmans et les Bureaucrates ! »

« Laissez-nous exécuter le testament de Lénine ! »

« Pour une réelle démocratie dans le Parti ! »

Ces mots d'ordre, incontestablement bolchéviques, furent déclarés non seulement hostiles au Parti, mais contre-révolutionnaires. Un grand nombre de signes montrent qu'à l'avenir on doit s'attendre à ce que

l'opposition soit mensongèrement présentée comme liée aux gardes blancs et aux organisations mencheviques dont nous sommes plus éloignés que quiconque.

Pour fabriquer un tel amalgame, il n'est pas besoin de prétextes, pas plus que pour nous déporter.

4. — Dans la déclaration que nous avons remise au XV^e Congrès, revêtu des signatures des camarades Smilga, Mouralov, Rakovsky et Radek, nous avons déclaré nous soumettre aux décisions du XV^e Congrès et être prêts à cesser tout travail fractionnel. Malgré cela, on nous a exclus et on nous déporte à cause de nos opinions. Nous avons déjà déclaré, et nous le répétons ici, que nous ne pouvons pas renoncer à nos opinions exprimées dans nos thèses et dans notre plate-forme, opinions dont le cours des événements confirme la justesse.

PÉRIODE DE DÉFAITES

5. — La théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, dans sa tendance essentielle comme dans ses conséquences inéluctables, isole le sort de l'U.R.S.S. du sort du prolétariat mondial dans son ensemble. Poser la question d'une telle manière, c'est porter une atteinte profonde, théorique et politique, aux fondements même de l'internationalisme prolétarien. La lutte contre cette nouvelle théorie, créée en 1925, antimarxiste du début à la fin, c'est-à-dire la lutte pour les intérêts fondamentaux de l'Internationale Communiste, a conduit à notre exclusion du Parti et à notre déportation administrative.

6. — La révision du marxisme et du léninisme dans la question essentielle du caractère international de la révolution prolétarienne a sa racine dans le fait que la période allant de l'année 1923 jusqu'à aujourd'hui a été marquée par de graves défaites de la révolution prolétarienne internationale (1923 en Bulgarie et en Allemagne, 1925 en Esthonie, 1926 en Angleterre, 1927 en Chine et en Autriche). Seules ces défaites ont créé la possibilité de ce qu'on a nommé la stabilisation du capitalisme, car elles ont raffermi temporairement la situation de la bourgeoisie mondiale ; elles ont amené le renforcement de la pression de celle-ci sur l'U.R.S.S. et ralenti le rythme de l'édification socialiste ; elles ont renforcé les positions de notre bourgeoisie à l'intérieur ; elles ont donné à celle-ci la possibilité de se lier plus rapidement à beaucoup d'éléments de l'appareil d'Etat soviétique ; elles ont accru la pression de ces éléments sur l'appareil du Parti et elles ont conduit à l'affaiblissement de l'aile gauche de notre Parti. Durant cette période, il s'est produit en Europe une renaissance temporaire de la social-démocratie, un affaiblissement temporaire des partis communistes et un renforcement de l'aile droite au sein de ces derniers. L'opposition dans le P.C. de l'U.R.S.S., en tant qu'aile gauche prolétarienne, a subi une défaite correspondante dans cette période d'affaiblissement provisoire des positions de la révolution prolétarienne mondiale.

7. — Si les partis de l'Internationale Communiste n'ont pas la possibilité d'apprécier exactement la signification historique de l'opposition dans le P.C. de l'U.R.S.S., par contre la bourgeoisie mondiale a donné une appréciation sans équivoque. Tous les organes bourgeois tant soit peu sérieux, dans tous les pays, considèrent l'opposition du P.C. de l'U.R.S.S. comme leur ennemie mortelle et considèrent, par contre, la politique de la majorité dirigeante comme une étape nécessaire de la marche de l'U.R.S.S. vers le monde « civilisé », c'est-à-dire capitaliste.

Le Présidium de l'Internationale Communiste se doit, selon nous, de rassembler les opinions exprimées par les chefs politiques et par les organes principaux de la bourgeoisie, sur la lutte intérieure du P.C. de l'U.R.S.S., afin de donner au VI^e Congrès la possi-

bilité de tirer les conséquences politiques nécessaires dans cette question primordiale.

UN EXEMPLE FRAPPANT DE « PUTSCHISME »

8. — Les faits et les leçons de la révolution chinoise, l'un des plus grands événements de l'histoire mondiale, ont été maintenus dans l'obscurité, placés hors de discussion et hors de toute compréhension pour l'opinion publique de l'avant-garde prolétarienne. C'est un fait que le Comité Central du P. C. R. a interdit la discussion des questions relatives à la Révolution chinoise. Alors que sans l'examen des fautes commises, fautes classiques d'opportunisme, toute préparation révolutionnaire ultérieure des partis prolétariens d'Europe et d'Asie est inconcevable !

Les événements de décembre à Canton — indépendamment de la question de savoir sur qui retombe la responsabilité de leur direction — fournissent un exemple frappant de putschisme lors du reflux de la vague révolutionnaire. Dans une période révolutionnaire, une oscillation vers l'opportunisme a fréquemment succédé à des défaites dont la cause immédiate fut une direction opportuniste. L'Internationale Communiste ne peut avancer d'un pas avant d'avoir mis à l'étude les expériences du soulèvement de Canton par rapport au cours général de la révolution chinoise ; c'est une des tâches primordiales du VI^e Congrès mondial. Les mesures d'oppression contre l'aile gauche, non seulement ne corrigeront pas les fautes commises, mais, et c'est le plus grave, ne serviront d'enseignement à personne.

9. — La contradiction la plus nette et la plus grosse de menaces dans la politique du P. C. de l'U.R.S.S., et de l'Internationale Communiste dans son ensemble, est constituée par le fait qu'après quatre années du processus de stabilisation, signifiant le renforcement des tendances de droite dans le mouvement ouvrier, le feu reste dirigé principalement contre la gauche. Dans la période qui vient de s'écouler, nous avons été les témoins de fautes et de déviations opportunistes énormes dans les partis communistes d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Pologne, de Chine, etc. Dans le même temps, l'aile gauche de l'Internationale Communiste était soumise à une destruction en règle, à pire encore.

Une évolution à gauche, due aux contradictions du processus de la stabilisation, se produit, sans aucun doute, dans les masses ouvrières d'Europe.

Il est difficile de prédire à quel rythme s'accomplira cette évolution à gauche et quelles formes elle va prendre dans le proche avenir. Mais l'écrasement continu des éléments de gauche prépare, pour le moment où s'aggravera la situation révolutionnaire, une nouvelle crise de direction semblable à celles que nous avons connues ces dernières années en Bulgarie, en Allemagne, en Angleterre, en Pologne, en Chine, etc., etc... Peut-on exiger de révolutionnaires, de léninistes, de bolchéviks, qu'ils se taisent en face de telles perspectives ?

LES DANGERS

QUI MENACENT LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Nous n'estimons pas nécessaire de réfuter une fois de plus cette affirmation fautive que nous nierions le caractère prolétarien de notre Etat, la possibilité de l'édification socialiste ou même la nécessité de la défense inconditionnelle de la dictature prolétarienne contre ses ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur. Ce ne sont pas ces questions qu'il s'agit de discuter ; il s'agit de mesurer les dangers menaçant la dictature du prolétariat, il s'agit des méthodes de lutte contre ces dangers et de distinguer les véritables et les faux amis, les faux et les véritables ennemis.

Nous affirmons qu'au cours des dernières années,

sous l'influence de causes intérieures et internationales, le rapport des forces s'est modifié au détriment du prolétariat ; que l'influence de celui-ci dans l'économie, la politique et la vie culturelle du pays ne s'est pas accrue mais, au contraire, est devenue plus faible ; nous affirmons que dans le pays les forces de réaction thermidorienne se sont affermies, et qu'une estimation insuffisante des dangers qui en découlent accroît ceux-ci d'une manière extraordinaire. L'expulsion du Parti de l'opposition est une aide inconsciente, mais d'autant plus effective, donnée par l'appareil du Parti aux classes non prolétariennes, qui aspirent à se renforcer et à se consolider aux dépens de la classe ouvrière. Nous jugeons notre déportation de ce point de vue historique, et ne doutons pas que dans un avenir prochain, l'avant-garde du prolétariat mondial la juge de même.

11. — La préparation du XV^e Congrès du Parti — convoqué en violation des statuts après un intervalle de deux ans — fut, au fond, l'expression nette et brutale de la prépondérance de l'appareil recourant de plus en plus à des mesures de répression gouvernementales. Sans délibération, d'une manière inattendue, le XV^e Congrès a adopté une résolution selon laquelle les Congrès se réuniront dorénavant tous les deux ans.

Dans le pays de la dictature prolétarienne, dont le Parti Communiste est le représentant, on a pu, dix ans après la révolution d'Octobre, arracher au Parti son droit élémentaire d'examiner au moins une fois par an l'activité de ses organes et avant tout de son Comité Central.

Dans les conditions les plus pénibles de la guerre civile et de la famine, les Congrès se réunissaient parfois deux fois dans l'année, mais jamais moins d'une fois. Alors, le Parti délibérait et décidait réellement sur toutes les questions, ne cessant jamais de garder son sort entre ses mains. Quelles forces l'obligent maintenant à considérer les Congrès comme un mal nécessaire qu'on doit réduire au minimum ?

Ces forces ne sont pas celles du prolétariat. Ces forces sont la résultante d'une pression étrangère sur l'avant-garde du prolétariat. Cette pression a conduit à l'exclusion de l'opposition et à la déportation administrative de vieux militants bolchéviks en Sibérie et dans d'autres coins obscurs.

12. — Nous repoussons l'accusation d'aspirer à créer un second Parti. Nous disons par avance que les éléments d'un second Parti se rassemblent en réalité derrière le dos des masses du Parti et avant tout de leur noyau prolétarien, là où les éléments dégénérés de l'appareil du Parti et de l'Etat composent avec les nouveaux propriétaires privés. Les pires représentants de la bureaucratie, munis ou non de la carte du Parti, qui n'ont absolument rien de commun avec les méthodes de la révolution prolétarienne internationale, se groupent toujours davantage, créant ainsi les points d'appui pour un deuxième Parti qui se dessine et qui, dans un délai plus ou moins éloigné, peut devenir l'aile gauche des forces thermidoriennes.

L'accusation selon laquelle nous, les défenseurs de la ligne historique du bolchévisme, voudrions fonder un deuxième Parti sert en réalité à masquer inconsciemment le profond travail souterrain des forces historiques ennemies du prolétariat. Nous mettons en garde l'Internationale Communiste ; tôt ou tard, ce travail sera visible pour tous, mais chaque jour perdu rend plus difficile une résistance victorieuse.

« LE TESTAMENT DE LÉNINE
APPARAÎT COMME UNE PROPHÉTIE »

13. — Il faut préparer le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste de la manière dont les Congrès étaient préparés du temps de Lénine : publier tous

les documents essentiels se rapportant aux questions litigieuses ; suspendre les poursuites contre les communistes coupables seulement d'exercer leurs droits de membres du parti ; dans la discussion devant précéder le Congrès, poser dans toute son ampleur la question du rapport des forces à l'intérieur du P.C. de l'U. R. S. S., ainsi que la question de la ligne politique suivie par ce dernier.

Les questions litigieuses ne se résolvent pas en accumulant les mesures de répression. De telles mesures ne peuvent jouer un grand rôle que si elles soutiennent une ligne politique juste et facilitent la liquidation de groupements réactionnaires. En qualité de bolchéviks, nous connaissons la valeur des mesures révolutionnaires, nous les avons appliquées souvent contre la bourgeoisie et ses agents ; nous les avons tournées contre les S.R. et les menchéviks.

Nous ne pensons pas un seul instant à renoncer, même à l'avenir, à des mesures révolutionnaires de répression contre les ennemis du prolétariat. Mais nous avons ferme souvenance que les mesures de répression dirigées par les partis ennemis contre les bolchéviks sont demeurées impuissantes. En fin de compte, c'est la ligne politique juste qui triomphe.

Notre déportation à nous, soldats de la révolution d'Octobre et compagnons de lutte de Lénine, est l'expression la plus nette des changements de rapports de classes survenus dans le pays, et constitue en outre l'expression la plus claire aussi du glissement vers l'opportunisme. Nous n'en restons pas moins profondément convaincus que le fondement du pouvoir des Soviets est toujours constitué par le prolétariat. C'est cela qui sauvegarde l'entière possibilité pour la dictature prolétarienne de rétablir l'ordre et de le consolider sans nouveaux ébranlements révolutionnaires, en changeant énergiquement la ligne politique, en rectifiant les fautes, en procédant à de profondes réformes.

Cette possibilité pourra se réaliser par l'intervention énergique de l'Internationale Communiste. Nous faisons appel à tous les partis communistes, ainsi qu'au VI^e Congrès mondial, en demandant instamment que toutes les questions soient examinées en pleine lumière et avec l'entière participation des masses des Partis.

Aujourd'hui, plus que jamais, le testament de Lénine apparaît comme une prophétie. Personne ne sait combien de temps le cours des événements nous laisse encore pour corriger les fautes commises. Nous nous soumettons à la contrainte et nous quittons nos fonctions dans le Parti et dans les Soviets, pour un exil insensé et sans but. Nous ne doutons pas un instant, non seulement que le Parti aura encore besoin de chacun de nous, mais encore qu'à l'heure des grandes luttes imminentes, chacun de nous reprendra sa place dans les rangs du Parti.

Nous demandons au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste de nous réintégrer dans le Parti.

TROTSKY, RAKOVSKY, RADEK, SMILGA, I. N. SMIRNOV, VALENTINOV, SEREBRIAKOV, BELBORODOV, PRÉOBRAJENSKY, MALIOUTA, ELTZINE, VAGANIAN, ICHTCHENKO, NEVILSON, ET D'AUTRES VIEUX BOLCHÉVIKS.

Boîte aux lettres

L. P. Quint, Kraft, Bertrand, Van Croonenbonh, A. Hamon, J. Mesnil, Albrespy, Mailland, P. Kaan, Tous-saint, Rosensweig, Berlin, Soudeille, Péju, Pène, Dognin, Lanty, Delsol, Richard, Ranc, Camus, D' Boutin, Bornat, L. Colliard, Robinson, Baroux. — Accusons réception.

Aux souscripteurs. — Première liste sera publiée d'autre part. A tous, merci.

Kordatos. — Nécessaire fait.

La Révolution Chinoise

et les Thèses de Staline

Les thèses de Staline intitulées *Problèmes de la Révolution chinoise* ont été publiées dans la *Pravda* du 21 avril, quelques jours après la session du C.C., auquel elles n'avaient pas été présentées et qui ne les a pas examinées (quoique tous les membres du C.C. fussent présents à Moscou) (1).

Or, ces thèses sont à tel point erronées, renversent tellement toutes choses, sont si pénétrées d'un esprit de « suiveurs » que ce serait un crime de garder plus longtemps le silence.

Il faut tirer les leçons des événements de Chine

1. En interdisant l'examen public des problèmes théoriques et tactiques de la Révolution chinoise, on invoquait ces derniers temps le motif que ce serait faire le jeu des ennemis de l'U.R.S.S. Il va de soi qu'il serait absolument inadmissible de livrer à la publicité des faits dont pourraient profiter nos ennemis, qui n'hésitent pas d'ailleurs à inventer de toutes pièces « faits » et « documents ». Mais il n'est nul besoin d'une discussion de ce genre. Il s'agit seulement de définir les forces motrices de la Révolution chinoise et d'apprécier les grandes lignes de sa direction politique. En d'autres termes, d'examiner les questions mêmes auxquelles sont consacrées les thèses de Staline. Si ces thèses ont pu être publiées, pourquoi ne pas en publier la critique ?

C'est une erreur inouïe d'affirmer que l'examen des problèmes de la Révolution chinoise pourrait nuire à nos intérêts gouvernementaux. S'il en était ainsi, ce n'est pas seulement le parti communiste de l'U.R.S.S., mais tous les partis de l'Internationale communiste, et parmi eux le parti chinois, qui devraient s'abstenir de cet examen. Pourtant, l'intérêt de la Révolution chinoise, de même que l'éducation de tous les partis communistes du monde, exigent la mise en discussion publique, décidée et complète, de tous les problèmes de cette Révolution et principalement des points litigieux. Il est faux que l'intérêt de l'Internationale communiste contrarie l'intérêt gouvernemental de l'U.R.S.S. Le refus d'examiner des erreurs n'est pas dicté par l'intérêt de l'Etat ouvrier, mais par une façon bureaucratique d'envisager et la Révolution chinoise et l'intérêt de l'U.R.S.S.

2. La défaite subie par la Révolution chinoise en avril n'est pas seulement l'échec d'une tactique opportuniste, mais de méthodes bureaucratiques de direction, plaçant le Parti devant chaque décision comme devant un fait accompli : la décision est déclarée hors de critique jusqu'à ce que les faits aient manifesté son inconstance ; après quoi, non moins automatiquement, c'est-à-dire sans l'aveu du Parti, elle est remplacée par une nouvelle décision, souvent encore plus erronée, comme les thèses de Staline. Cette méthode, incompatible

(1) Les thèses de Staline sont publiées au nom du C.C. Cela ne change rien au fait qu'elles n'ont pas été examinées par celui-ci. Le Bureau politique a chargé trois de ses membres, Staline, Boukharine et Molotov de les étudier et, en cas d'accord, de les publier au nom du C.C. Evidemment, il ne s'agit pas ici du côté formel que personne ne met en discussion. Mais il est clair qu'une façon aussi « simplifiée » de décider de problèmes d'importance mondiale, après les erreurs commises et les durs échecs subis, ne répond nullement à l'intérêt du Parti et de la Révolution chinoise.

avec le développement d'un parti révolutionnaire, devient un obstacle particulièrement menaçant pour les partis jeunes qui peuvent et doivent puiser eux-mêmes un enseignement dans l'expérience des fautes et des défaites.

Les thèses de Staline sont publiées. Du moins dans le cadre ainsi tracé, les problèmes de la Révolution chinoise peuvent et doivent être examinés publiquement sous tous les aspects.

Le joug de l'impérialisme et la lutte des classes

3. L'originalité de la Révolution chinoise, comparée par exemple à notre révolution de 1905, consiste avant tout dans le caractère semi-colonial de la Chine. Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive une politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les classes. La source essentielle des erreurs des thèses de Staline, comme de toute la tactique suivie jusqu'ici, est une fautive compréhension du rôle de l'impérialisme et de son influence sur les relations sociales en Chine.

Le joug de l'impérialisme doit servir à la justification de la politique du « bloc des quatre classes ». Le joug de l'impérialisme a, dit-on, pour résultat, que « toutes (!) les classes de Chine reconnaissent également (!) le Gouvernement de Canton comme le Gouvernement national de toute la Chine » (discours de Kalinine, *Izvestia*, 6 mars). C'est là, au fond, la position de Dai-Tchi-Tao, de la droite du Kuomintang, qui prétend qu'à cause de l'oppression impérialiste, la lutte de classe n'existe pas en Chine.

La Chine est un pays opprimé, semi-colonial. Le développement de ses forces productrices, s'effectuant sous la forme capitaliste, exige le renversement du joug impérialiste. La guerre d'indépendance nationale est une guerre progressive, à la fois parce qu'elle découle des exigences du progrès économique et moral du pays, et parce qu'elle facilite le développement de la révolution prolétarienne anglaise et universelle.

Mais cela ne signifie pas que le joug impérialiste soit un joug mécanique, posant « également » de l'extérieur sur « toutes » les classes de la Chine. Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ces pays est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire, ont lié leurs destinées à celles de l'impérialisme. Sans cela, on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaires dans la Chine moderne.

Ce serait encore une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des « compradors », c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger en Chine, et la bourgeoisie « nationale » il y ait un abîme. Au contraire, ces deux catégories sont incomparablement plus près l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur, en jetant continuellement un regard hostile aux ouvriers et aux paysans, toujours prête à un compromis avec l'impérialisme.

Installée dans le Kuomintang et à sa direction, la

bourgeoise nationale a été, au fond, un instrument des compradors et des impérialistes. Elle ne peut rester dans le camp de la guerre nationale qu'à cause de la faiblesse du mouvement ouvrier et paysan, du peu de développement de la lutte de classe, du manque d'importance du parti communiste et de la docilité du Kuomintang envers la bourgeoisie.

C'est une grossière erreur de penser que l'impérialisme crée mécaniquement, de l'extérieur, une cohésion entre toutes les classes de la Chine. C'est là la position du *cadet* chinois Dai-Tchi-Tao, et nullement la nôtre. La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, loin d'affaiblir la différenciation politique des classes, la renforce. L'impérialisme est en Chine, dans toutes les relations intérieures, une force de première puissance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-Tsé-Kiang (ce ne sont que des moyens auxiliaires), mais dans la liaison économique et politique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène.

La lutte contre l'impérialisme, précisément à cause de sa puissance économique et militaire, exige de la part du peuple chinois, dans toute sa masse, un effort colossal. Pour soulever véritablement contre l'impérialisme les ouvriers et les paysans, il faut rattacher leurs intérêts vitaux les plus essentiels et les plus profonds à la cause de la libération nationale. Une grève, petite ou grande, une émeute paysanne, une insurrection du peuple opprimé des villes et des campagnes contre les usuriers, contre la bureaucratie, contre les satrapes locaux, en un mot tout ce qui éveille la foule, la groupe, l'éduque, la trempe, est un progrès réel sur la voie de l'affranchissement révolutionnaire et social du peuple chinois. Sans cela, les succès militaires et les échecs des généraux de droite, de demi-droite ou de demi-gauche, resteront à l'état d'écume sur la surface de l'océan.

Mais tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée avec l'impérialisme. La lutte de classe entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée, à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus.

Pour penser qu'on puisse arriver à l'affranchissement national de la Chine en calmant la lutte des classes, en freinant les grèves et les mouvements agraires, en renonçant à l'armement des masses, il faut être de ces misérables philistins ou sycophantes qui espèrent dans leur cœur obtenir la liberté de la Chine comme une aumône de l'impérialisme, en récompense de la bonne conduite du peuple chinois. Quand Martynov propose de substituer aux grèves et à la lutte agraire l'arbitrage gouvernemental, il ne se distingue en rien de Dai-Tchi-Tao, l'inspirateur philosophique de la politique de Tchang-Kai-Chek.

Révolution démocratique ou Révolution socialiste ?

4. On attribue à l'opposition cette affirmation insensée que la Chine serait, dès aujourd'hui, à la veille d'une dictature socialiste du prolétariat. Dans cette « critique », il n'y a rien d'original. Déjà, à la veille de 1905 et plus tard, les menchéviks ont proclamé maintes fois que la tactique de Lénine serait légitime si la Russie était directement à la veille d'une révolution socialiste. Lénine leur expliquait que sa tactique était le seul moyen d'arriver à la victoire radicale de la révolution démocratique, qui, dans des circonstances favorables, se transformerait peu à peu en révolution socialiste.

La question du développement « non capitaliste » de la Chine a été soulevée indirectement par Lénine : pour lui comme pour nous, c'était une vérité élémentaire que

la Révolution chinoise, laissée à ses propres forces, c'est-à-dire *sans l'aide du prolétariat victorieux de l'U.R.S.S. et de la classe ouvrière de tous les pays d'avant-garde*, ne peut se terminer que par la conquête de plus larges possibilités d'évolution capitaliste avec des conditions plus avantageuses pour le mouvement ouvrier.

5. Il n'est pas moins radicalement faux que ces questions : Le prolétariat chinois a-t-il besoin d'un parti de classe propre ? Ce parti a-t-il besoin de faire bloc avec le Kuomintang ou de lui être subordonné ? Faut-il des Soviets, etc. ? doivent être résolues différemment selon l'idée que nous nous faisons de la marche et de la vitesse des étapes suivantes de la Révolution chinoise. Il est fort possible que la Chine ait à traverser une phase relativement prolongée de parlementarisme, en commençant par une Assemblée constituante. Cette dernière revendication est inscrite sur le drapeau du Parti communiste. Si la révolution démocratique bourgeoise ne se transforme pas prochainement en révolution socialiste, les Soviets des députés ouvriers et paysans céderont très probablement la place, à un certain moment, à un régime bourgeois, lequel à son tour, dans un stade nouveau et en rapport avec les progrès de la révolution mondiale, cédera la place à la dictature du prolétariat.

6. Mais d'abord, la fatalité de l'évolution capitaliste est loin d'être démontrée ; ensuite, argument qui pour nous est en ce moment beaucoup plus actuel, les objectifs bourgeois peuvent être atteints de bien des façons. La formule de l'Assemblée constituante n'est qu'une abstraction vide de sens et souvent charlatanesque si l'on ne dit pas qui la convoquera et sur quel programme. Dès demain, Tchang-Kai-Chek peut lancer le mot d'ordre de l'Assemblée constituante contre nous, comme il a lancé aujourd'hui son « programme ouvrier et paysan ». Nous voulons une Assemblée constituante convoquée non par Tchang-Kai-Chek mais par un Comité exécutif des Soviets ouvriers et paysans. Voilà la seule voie sérieuse et sûre.

7. C'est une tentative bien inconsistante de la part de Boukharine de justifier la tactique opportuniste de conciliation en invoquant le rôle soi-disant dominant dans l'économie chinoise des « survivances de la féodalité ». Si même cette appréciation de l'économie chinoise était fondée sur une analyse économique et non sur des définitions scolastiques, les « survivances de la féodalité » ne justifieraient en rien la politique qui a si manifestement facilité le coup d'Etat d'avril.

La Révolution chinoise a un caractère national bourgeois surtout pour la raison que le développement des forces productrices du capitalisme s'est heurté à la dépendance douanière de la Chine par rapport aux pays impérialistes.

Les obstacles mis au progrès de l'industrie chinoise et du marché intérieur entraînent la conservation ou la renaissance des formes économiques les plus retardataires dans l'agriculture, des formes d'exploitation les plus parasitaires, des formes d'oppression et de violence les plus barbares, une surpopulation croissante, la persistance et l'aggravation du paupérisme et de toutes sortes d'assujettissement.

Quelle que soit l'importance relative des éléments spécifiquement « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la bourgeoisie et pas en alliance avec elle.

Plus est grande et compliquée la complexité des relations féodales et capitalistes, moins la question agraire peut être résolue par une législation venant d'en haut, plus est indispensable l'initiative révolutionnaire des masses paysannes en union étroite avec les ouvriers et la population pauvre des villes, plus est fautive une politique qui s'accroche convulsivement à l'alliance des bourgeois et des grands propriétaires en lui subordonnant son action dans les masses. La politique du bloc des quatre classes n'a pas seulement préparé le bloc de la bourgeoisie avec l'impérialisme, elle a entraîné la conservation de toutes les survivances de barbarie dans l'administration et dans l'économie.

Invoquer, en particulier, contre les Soviets le caractère *bourgeois* de la Révolution chinoise, c'est purement et simplement renier les leçons de nos révolutions bourgeoises de 1905 et de février 1917. L'objectif essentiel et immédiat de ces révolutions était l'abolition du régime autocratique et féodal. Cet objectif, loin d'exclure, a réclamé l'armement des ouvriers et la formation des Soviets.

Voici en quels termes Lénine traitait ce sujet après la révolution de février :

« Pour combattre effectivement la monarchie tsariste, pour garantir effectivement la liberté (non pas verbale, non pas dans la bouche des beaux parleurs du libéralisme) ce ne sont pas les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau gouvernement, mais ce gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers. Car l'unique garantie de la liberté et de l'abolition complète du tsarisme est l'armement du prolétariat, la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'impulsion et de la force des Soviets des députés ouvriers et soldats. Tout le reste n'est que phrase et mensonge de politiciens libéraux et radicaux qui se trompent eux-mêmes. Aidez à l'armement des ouvriers ou du moins ne l'entravez pas et la liberté en Russie sera invincible, la monarchie impossible à restaurer, la république assurée. Autrement le peuple sera trompé. Les promesses ne coûtent pas cher. Elles ne coûtent rien. Tous les politiciens bourgeois, de toutes les révolutions bourgeoises, ont nourri le peuple de promesses et ont bourré le crâne aux ouvriers. Notre révolution est bourgeoise, et c'est pourquoi les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, — disent les mauvais politiciens du camp liquidateur. Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous autres marxistes, et c'est pourquoi les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple sur le mensonge des politiciens bourgeois et lui apprendre à ne pas croire sur parole, à se confier seulement à ses propres forces, à sa propre organisation, à sa cohésion, à son armement ».

(Lénine, *Œuvres*, Tome xiv, 1^{re} partie, p. p. 10-11. *Pravda*, 21 mars 1917).

Le révolutionnaire chinois qui, chassant de son cerveau les résolutions et les commentaires trop habiles sur le bloc des quatre classes, pénétrera le sens de ces simples paroles de Lénine sera sûr de ne pas se tromper et arrivera au but.

L'école de Martynov dans la question chinoise

8. La direction officielle de la Révolution chinoise s'est toujours orientée sur le front national ou sur le « bloc des quatre classes » (rapports de Boukharine, article de tête de *l'Internationale Communiste* n° 11, discours non publié de Staline aux militants actifs de Moscou, le 5 avril 1927, article de Martynov dans la *Pravda* du 10 avril, éditorial de la *Pravda* du 16 mars, discours de Kalinine dans les *Izvestia* du 6 mars, discours de Roudzoutak dans la *Pravda* du 9 mars, etc., etc...). Les choses sont allées si loin sur cette voie qu'à la veille même du coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek, la *Pravda* proclamait, contre l'opposition, que la Chine révolutionnaire était gouvernée non par un pouvoir bourgeois mais par un « gouvernement du bloc des quatre classes ».

La philosophie de Martynov, qui a le triste courage de pousser toutes les erreurs de Staline et de Boukharine en matière de politique chinoise jusqu'à leurs termes logiques, ne rencontre pas l'ombre d'une objection. Et pourtant, elle revient à fouler aux pieds les principes fondamentaux du marxisme. Elle reproduit les traits les plus grossiers du menchévisme russe et international appliqué à la Révolution chinoise. Dan, le leader actuel des menchéviks, écrit dans le dernier numéro du *Messenger Socialiste* :

« En principe, les bolchéviks aussi étaient pour la

« conservation du « front unique » dans la Révolution chinoise jusqu'à l'accomplissement de l'objectif de « libération nationale. Le 10 avril, dans la *Pravda*, « Martynov prouvait très sagement et, malgré les injures « obligées à l'adresse de la social-démocratie, selon la « bonne méthode menchévique, contre l'oppositionnel « de gauche Radek, la justesse de la position officielle « insistant pour la conservation du « bloc des quatre « classes » et demandant qu'on ne se hâte pas de ren- « verser un gouvernement de coalition où les ouvriers « siègent côte à côte avec la grosse bourgeoisie et qu'on « ne lui impose pas prématurément des objectifs socia- « listes » (n° 8, 23 avril 1927, p. 4.)

Tout homme connaissant l'histoire de la lutte du bolchévisme contre le menchévisme, et en particulier dans la question de la bourgeoisie libérale, est obligé de reconnaître que l'approbation accordée par Dan aux « sages principes » de l'école de Martynov n'est pas accidentelle, mais au contraire parfaitement logique. Ce qu'il y a de contre-nature, c'est seulement que cette école élève impunément la voix dans nos rangs.

La vieille tactique menchévique de 1905-1917, balayée par le cours des événements, est aujourd'hui transportée en Chine par l'école de Martynov, tout comme le commerce capitaliste écoule dans les colonies ses marchandises de mauvaise qualité qui ne trouvent pas acheteurs dans la métropole. La marchandise n'est pas même rafraîchie. Les arguments sont les mêmes, lettre pour lettre, qu'il y a vingt ans. Seulement, là où il y avait *autocratie*, on écrit *impérialisme*. Evidemment, l'impérialisme britannique se distingue de l'autocratie, mais les raisonnements menchéviques qui s'y réfèrent ne se distinguent en rien de ceux qui se réfèrent à l'autocratie. La lutte contre l'impérialisme étranger, comme la lutte contre l'autocratie, est une lutte de classe. Elle ne se laisse pas capter par l'idée du front unique national : les événements sanglants d'Avril, conséquence directe de la politique du bloc des quatre classes en témoignent éloquemment.

Comment « la ligne » a été mise en pratique

9. Sur la période écoulée, terminée par le coup d'Etat d'avril, les thèses de Staline disent :

« La ligne adoptée était la seule juste ».

Qu'a-t-elle donné en pratique ? Une réponse éloquente est fournie par Tang-Pin-Sian, le ministre communiste de l'Agriculture, dans son rapport au 7^e Plénum du C.E. de l'I.C. en décembre 1926 (1) :

« Depuis l'installation en juillet dernier du gouvernement de Canton, qui est nominalement le gouvernement de l'aile gauche, le pouvoir est pratiquement entre les mains de la droite... Le mouvement des ouvriers et des paysans ne peut prendre toute son envergure par suite de toutes sortes d'obstacles. Après l'affaire de mars, il s'est établi une dictature militaire du centre (c'est-à-dire de Tchang-Kai-Chek), le pouvoir politique demeurant entre les mains de la droite. Toute l'autorité qui au fond aurait dû (!) appartenir à la gauche est définitivement perdue ».

Ainsi la gauche « aurait dû » détenir le pouvoir, mais elle l'a définitivement perdu ; le pouvoir appartient à la droite ; l'autorité militaire, de beaucoup plus puissante, s'est trouvée entièrement entre les mains de Tchang-Kai-Chek et du « centre » qui est devenu, en

(1) Imprimé en brochure avec préface de F. Raskolnikov, sous le titre *Voies de développement de la Révolution chinoise*. Il donne un exposé consciencieux et, par suite, accablant pour « la ligne ». Les conclusions de l'auteur sont fuyantes et contradictoires, reflétant d'une part la pression de la lutte de classes en Chine et de l'autre « la seule ligne juste » en contradiction criante avec les faits. La préface est remarquable uniquement par son incompréhension totale de ce qui a été, de ce qui est et de ce qui sera.

effet, le centre du complot. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi « le mouvement des ouvriers et des paysans » n'a pas pu se développer comme il le fallait.

Tang-Pin-Sian définit encore mieux les résultats pratiques de la « seule ligne juste » :

« ...Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans... Après de longs pourparlers avec nous, le gouvernement n'a même pas promulgué une loi sur les syndicats... Le gouvernement n'a pas accepté les revendications paysannes que nous lui présentions au nom de diverses organisations publiques. Dans les conflits éclatant entre gros propriétaires et paysans pauvres, le gouvernement a toujours pris le parti des premiers ».

Comment tout cela a-t-il pu arriver? Tang-Pin-Sian en indique prudemment deux raisons :

a) « Les leaders de la gauche ne sont pas capables d'affermir et d'élargir leur influence au moyen du pouvoir politique » ;

b) L'aile droite « en partie à cause de notre tactique erronée, a toute possibilité d'action ».

10. Telle est la situation politique qui a reçu le nom pompeux de « bloc des quatre classes ». De bloc de ce genre, non seulement l'histoire révolutionnaire, mais aussi l'histoire parlementaire des pays bourgeois est pleine : la grande bourgeoisie traîne à sa remorque les démocrates petits bourgeois, les phraseurs du front unique national, et ces derniers, tournant la tête aux ouvriers, les inféodent à la bourgeoisie. Quand la « queue » prolétarienne, en dépit des efforts des phraseurs petit-bourgeois, commence à s'agiter trop violemment, la bourgeoisie ordonne à ses généraux de taper dessus. Alors, les opportunistes constatent d'un air profond que la bourgeoisie « a trahi » la cause nationale.

11. Mais la bourgeoisie chinoise n'a-t-elle pas « quand même » combattu l'impérialisme? Cet argument, lui aussi, n'est qu'un lieu commun sans substance. Les opportunistes de tous pays, dans les cas analogues, ont toujours assuré les ouvriers que la bourgeoisie libérale combat la réaction. La bourgeoisie chinoise a profité de l'aide de la démocratie petite-bourgeoise uniquement pour conclure, avec l'impérialisme, une alliance contre les ouvriers. La campagne contre le nord a servi uniquement à rendre la bourgeoisie plus forte, les ouvriers plus faibles. La tactique qui a préparé un pareil résultat est une tactique fautive. « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans », dit Tang-Pin-Sian. Pourquoi? Pour soutenir le bloc des quatre classes. Résultat? Un gros succès de la contre-révolution bourgeoise, la consolidation de l'impérialisme ébranlé, l'affaiblissement de l'U.R.S.S. Cette politique est criminelle. Avant de l'avoir condamné impitoyablement, impossible de faire un pas en avant.

Les thèses justifient « une ligne » que rien ne peut justifier

12. Les thèses tentent, encore aujourd'hui, de justifier la politique qui a lié le parti du prolétariat à la grande bourgeoisie, à l'intérieur d'une seule et même organisation, le Kuomintang, en laissant toute la direction à la bourgeoisie. Les thèses disent : « C'était une ligne tendant à utiliser la droite, ses liaisons et son expérience, pour autant qu'elle se soumet (!) à la discipline du Kuomintang ». Nous savons maintenant comment la bourgeoisie s'est soumise (!) à la discipline et comment le prolétariat a utilisé la droite, c'est-à-dire les grands et les moyens bourgeois, ses liaisons (avec les impérialistes) et son expérience (dans l'étranglement et le massacre des ouvriers). Cette « utilisation » est écrite en lettres de sang dans le livre de la Révolution chinoise. Mais cela n'empêche pas les thèses de déclarer : « Les événements qui ont suivi ont entièrement confirmé la justesse de cette ligne ». On ne saurait aller plus loin. D'un immense coup d'Etat contre-révolutionnaire, les

thèses de Staline tirent cette conclusion, véritablement pitoyable, que la politique « d'isolement de la droite » à l'intérieur du Kuomintang unifié, doit être « remplacée » par une politique de « lutte déclarée » contre la droite. Tout cela, après que les « camarades » de la droite ont fait parler les mitrailleuses.

13. Les thèses invoquent, il est vrai, de précédentes « prédictions » sur le détachement fatal de la bourgeoisie. Mais est-ce que de pareilles prédictions sont suffisantes pour faire une politique bolchévique? Prédire que la bourgeoisie se détournera de la révolution, c'est prononcer un lieu commun, à moins qu'on en tire des conséquences politiques déterminées. Dans l'article déjà cité, approuvant la ligne officieuse de Martynov, Dan écrit : « Dans un mouvement qui embrasse des classes aussi antagonistes, le front unique ne saurait, naturellement, être éternel » (*Message Socialiste*, 28 avril 1927, p. 3). Dan admet donc « le détachement fatal de la bourgeoisie ». En pratique, la politique du menchévisme dans la révolution consiste à conserver le front unique à tout prix, aussi longtemps que possible, quitte à adapter sa politique à celle de la bourgeoisie. La méthode bolchévique, au contraire, consiste à se désolidariser absolument en politique comme dans l'organisation de la bourgeoisie, à démasquer impitoyablement cette dernière, dès les premiers pas de la révolution, à détruire toutes les illusions petite-bourgeoises sur l'unité de front avec la bourgeoisie, à combattre sans relâche pour enlever à la bourgeoisie la direction des masses, à expulser sans pitié du Parti communiste tous ceux qui sèment de vaines espérances dans la bourgeoisie ou qui l'idéalisent.

Deux voies de développement et les erreurs du passé

14. Les thèses de Staline tentent, il est vrai, d'opposer l'une à l'autre deux voies de développement de la révolution chinoise : l'une sous la direction de la bourgeoisie, écrasant le prolétariat et faisant nécessairement alliance avec l'impérialisme étranger ; l'autre, sous la direction du prolétariat contre la bourgeoisie.

Mais pour que cette seconde perspective de révolution démocratique ne reste pas un vain mot, il faut dire franchement que toute la direction de la révolution chinoise s'est trouvée jusqu'ici en complète contradiction avec elle. L'opposition a été et est en butte à des critiques acharnées précisément parce que dès le début, elle a défendu le point de vue de Lénine, c'est-à-dire la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, pour la direction des masses opprimées des villes et des campagnes dans le cadre et sur le terrain de la révolution démocratique nationale.

15. Il découle des thèses de Staline que le prolétariat ne pourrait se séparer de la bourgeoisie qu'après que cette dernière l'aurait déjà rejeté, désarmé, décapité et foulé aux pieds. Mais c'est précisément ainsi que s'est déroulée la révolution avortée de 1848 : on a vu alors le prolétariat, sans drapeau à lui, suivre la démocratie petite-bourgeoise qui, à son tour, se traînait derrière la bourgeoisie libérale et sacrifiait les ouvriers aux sabres des Cavaignacs. Si grande que soit l'originalité de la situation chinoise, le caractère essentiel de l'évolution suivie par la révolution de 1848 se retrouve dans la révolution chinoise avec une précision si accablante qu'on dirait perdues les leçons de 1848, 1871, 1905, 1917, du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste.

C'est désormais un lieu commun que Tchang-Kai-Chek a joué le rôle d'un Cavaignac républicain libéral. Les thèses de Staline, après l'opposition, reconnaissent cette analogie. Mais celle-ci a besoin d'être complétée. Cavaignac aurait été impossible sans les Ledru-Rollin, Louis Blanc et autres phraseurs du front national. Qui donc a joué ce rôle en Chine? Ce n'est pas seulement Wan-Tchin-Wei, ce sont aussi les dirigeants du Parti Communiste, et surtout leurs inspireurs de l'Exécutif

de l'I.C. Si on ne le dit pas franchement, si on ne fait pas la lumière, la philosophie des deux voies de développement servira seulement à masquer l'opportunisme à la Louis Blanc et à la Martynov, c'est-à-dire à préparer la répétition de la tragédie d'Avril dans une nouvelle étape de la révolution chinoise.

Le parti communiste chinois

16. Pour avoir le droit de parler de défendre la méthode bolchévique de révolution démocratique, il faut avoir en main l'arme essentielle de la politique prolétarienne : *un parti prolétarien indépendant*, combattant sous un étendard à lui, et ne laissant jamais sa politique et son organisation se fondre dans celle des autres classes. Si l'indépendance théorique, politique et organique absolue du Parti Communiste n'est pas assurée, parler « des deux voies de développement », c'est se moquer du bolchévisme. Or, le Parti communiste chinois a toujours été *non pas l'allié* de la fraction révolutionnaire petite-bourgeoise du Kuomintang, mais *le subordonné* de tout le Kuomintang, qui se laisse conduire en réalité par la grande bourgeoisie, détentrice de l'armée et du pouvoir. Le Parti Communiste s'est soumis à la discipline de Tchang-Kai-Chek. Il s'est engagé à ne pas critiquer le programme de Sun-Yat-Sen, c'est-à-dire la théorie petite-bourgeoise tournée non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre la lutte de classes. Il a été privé de presse lui appartenant en propre, c'est-à-dire de l'arme principale d'un parti indépendant. Dans ces conditions, parler de la lutte du prolétariat pour l'hégémonie, c'est se tromper soi-même et tromper les autres.

17. Comment explique-t-on la position subordonnée, impersonnelle, politiquement indigne, du Parti Communiste dans le Kuomintang de Tchang-Kai-Chek? Par l'orientation vers l'unité du front national, sous la direction effective de la bourgeoisie, qui « ne peut pas » se détacher de la révolution (école de Martynov), c'est-à-dire par la négation pratique de la seconde voie, la voie bolchévique, dont les thèses de Staline ne parlent qu'après coup, à titre de paravent.

Justifier une telle politique par la nécessité de l'alliance ouvrière et paysanne, c'est réduire cette alliance à l'état de phrase, de camouflage du rôle de commandement de la bourgeoisie. La situation dépendante du Parti Communiste, résultat inévitable du « bloc des quatre classes » a été le principal obstacle qui a entravé le mouvement ouvrier et paysan, et par conséquent aussi la véritable alliance du prolétariat et de la classe paysanne, sans laquelle on ne saurait concevoir le triomphe de la révolution chinoise.

18. Qu'advient-il du Parti Communiste, à l'avenir ?

Les thèses contiennent là dessus une seule phrase, mais capable de semer le plus grand trouble et de causer d'irréparables dommages : « ...Luttant dans les rangs du Kuomintang révolutionnaire, le Parti Communiste doit, plus que jamais, *conserver son indépendance* ». La conserver ? Mais jusqu'à ce jour, le Parti Communiste n'en a pas eu, d'indépendance. Son absence d'indépendance est même la cause de tous les maux et de toutes les erreurs. Dans cette question fondamentale, les thèses, au lieu d'en finir une fois pour toutes avec la tactique du passé, prétendent la conserver « plus que jamais ». On veut donc conserver la dépendance politique, idéologique et organique du parti prolétarien, par rapport au parti petit-bourgeois, qui est condamné par la force des choses à se transformer en instrument de la grande bourgeoisie.

Pour justifier une politique fautive, on est obligé de nommer la dépendance « indépendance » et de demander la conservation de ce qui devrait à jamais être enterré.

19. Le bolchévisme chinois ne peut naître que d'une auto-critique impitoyable des meilleurs éléments

du Parti Communiste. Notre devoir est d'aider ces éléments. En voulant replâtrer les erreurs du passé, après avoir artificiellement empêché leur mise en discussion, on causera de grands malheurs, principalement pour le Parti Communiste chinois. Si nous ne l'aidons pas, dans le plus bref délai, à se débarrasser du menchévisme et des menchéviks, il entrera dans une phase de crise prolongée, avec des scissions, des désertions, des rivalités acharnées de groupes. En outre, de graves défaites de l'opportunisme peuvent frayer la voie aux influences anarcho-sindicalistes.

Si le Parti Communiste, malgré le mouvement ouvrier de masse, malgré une puissance croissante des Syndicats, malgré le mouvement agraire révolutionnaire doit demeurer partie intégrante d'un parti bourgeois, et entrer, à titre d'appendice sans autorité, dans un gouvernement national formé par ce parti bourgeois, alors il faudra dire franchement : le temps n'est pas encore venu d'un Parti Communiste en Chine. Il vaut mieux ne pas constituer de Parti Communiste que le discréditer ainsi, au moment d'une révolution, c'est-à-dire à une époque où des liens de sang le rattachent aux masses ouvrières et où naissent de grandes traditions destinées à vivre pendant des dizaines d'années.

Qui s'est trompé sur la vitesse ?

20. Les thèses de Staline contiennent, comme de juste, une section entière consacrée aux « erreurs de l'opposition ». Au lieu de taper à droite, c'est-à-dire sur les erreurs de Staline lui-même, les thèses s'acharnent à frapper la gauche, redoublant ainsi les erreurs, accumulant la confusion, rendant ainsi plus difficile la guérison, et poussant la ligne directrice du Parti dans l'ornière de l'opportunisme.

21. Accusations principales : l'opposition « ne comprend pas que la révolution en Chine ne saurait se développer à grande vitesse ». Les thèses parlent ici de la vitesse de la révolution d'Octobre, qui n'a rien à y voir. Si l'on veut parler de vitesse, il faut la mesurer non pas d'après l'étalon extérieur de la révolution d'Octobre, mais d'après la situation des classes à l'intérieur même de la Révolution chinoise. La Révolution chinoise, on le sait, n'a pas tenu compte des prescriptions sur la vitesse ralentie. En avril 1927, elle a jugé le moment parfaitement venu de jeter le masque du front unique, qui lui avait si bien servi, pour frapper de toutes ses forces la révolution. Le Parti Communiste, le prolétariat, et avec eux la gauche du Kuomintang, se sont trouvés pris à l'improviste. Pourquoi ? Parce que la direction comptait sur une vitesse ralentie, parce qu'elle est irrémédiablement en retard sur les événements, parce qu'elle était infectée de « suivisme ».

Le 28 avril, c'est-à-dire après le coup d'état de Tchang-Kai-Chek, le G.C. du Kuomintang publie, de concert avec le gouvernement « gauche » d'Ouhan, un manifeste qui disait :

« Nous ne pouvons aujourd'hui que regretter (!) de n'avoir pas agi quand il était encore temps. Nous en apportons le regret sincère (!) » (*Pravda*, 28 avril).

Ces aveux pitoyables et larmoyants contiennent, contre la volonté des auteurs, une impitoyable réfutation de la philosophie de Staline sur la « vitesse » de la Révolution chinoise.

22. Nous avons persisté à soutenir le bloc avec la bourgeoisie au moment où les masses ouvrières se ruaient dans la lutte indépendante. Nous avons prétendu utiliser l'expérience de la droite et nous avons été un jouet entre ses mains. Nous avons fait la politique de l'autruche, en taisant dans la presse et en cachant à notre propre parti le premier coup d'état de Tchang-Kai-Chek, en mars 1926, avec les fusillades d'ouvriers et de paysans, et tous les faits en général qui caractérisaient le caractère contre-révolutionnaire de la direc-

tion du Kuomintang. Nous avons négligé de veiller à l'indépendance de notre parti. Nous n'avons pas fondé de journal pour lui. « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans » (Tan-Pin-Sian). Nous n'avons pas fait une démarche sérieuse pour soumettre à notre influence les soldats. Nous avons vu Tchang-Kai-Chek et sa bande « installer la dictature du centre », c'est-à-dire de la contre-révolution bourgeoise. A la veille encore du coup d'Etat, nous vantions partout Tchang-Kai-Chek. Nous affirmions que « il s'était soumis à la discipline », et que nous avions réussi « à prévenir par une manœuvre habile le brusque tournant à droite qui menaçait la Révolution chinoise » (Préface de Raskolnikov à la brochure de Tang-Pin-Sian). Nous avons été en retard sur les événements sur toute la ligne. A chaque pas, nous avons perdu de la vitesse au profit de la bourgeoisie. Nous avons ainsi créé les conditions les plus avantageuses pour la contre-révolution bourgeoise. La gauche du Kuomintang nous apporte au moins « ses regrets sincères ». Mais les thèses de Staline tirent de toute cette chaîne d'erreurs, véritablement sans exemple, la conclusion que l'opposition réclame... une vitesse trop accélérée.

23. De plus en plus souvent, on entend dans nos réunions accuser l'« extrême gauche » de Shanghai, et en général les ouvriers chinois, d'avoir par leurs « excès » provoqué Tchang-Kai-Chek. On ne fournit d'ailleurs nul exemple de ces excès. Mais que pourraient-ils prouver? Aucune révolution véritablement populaire, entraînant dans son tourbillon des millions d'hommes, ne saurait être exempte « d'excès ». Une politique qui prétend prescrire à des masses qui viennent de se réveiller un itinéraire respectueux de « l'ordre » bourgeois, est une politique d'incurables philistins. Elle se brisera toujours contre la logique de la guerre civile quand, adressant de tardives malédictions aux Cavaignac et aux Kornilov, elle dénonce en même temps les prétendus excès de la gauche.

La « faute » des ouvriers chinois consiste à avoir été surpris par le moment critique de la révolution dans un état d'impréparation, d'inorganisation et de désarmement. Mais ce n'est pas leur faute, c'est leur malheur. La responsabilité en retombe entièrement sur une mauvaise direction qui a laissé passer tous les délais.

Existe-t-il un centre révolutionnaire ou faut-il-le créer ?

24. Sur l'état actuel de la Révolution chinoise, les thèses proclament : « Le coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek signifie qu'il y aura désormais dans le sud deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres, un centre de la révolution à Ouhan et un centre de la contre-révolution à Nankin ». Quelle caractéristique inexacte, superficielle et vulgaire ! Il ne s'agit pas de deux moitiés du Kuomintang, mais d'un nouveau groupement des classes. Penser que le gouvernement de Ouhan soit un centre déjà tout prêt, qui continuera purement et simplement la révolution à partir de l'endroit où elle a été arrêtée et culbutée par Tchang-Kai-Chek, c'est considérer le coup d'Etat d'avril comme une équipée personnelle, un épisode, c'est en un mot ne rien comprendre.

Les ouvriers n'ont pas seulement été écrasés. Ils ont été écrasés par ceux-là mêmes qui les conduisaient. Peut-on croire maintenant que les masses suivront la gauche du K.M.T. avec la même confiance qu'elles accordaient hier au K.M.T. dans son ensemble ? Et pourtant, il y a à combattre désormais non plus seulement les anciens militaristes, liés à l'impérialisme, mais aussi la bourgeoisie « nationale », à qui notre politique foncièrement fautive a permis de s'emparer de l'appareil militaire et d'une fraction importante de l'armée.

Pour mener la lutte dans un stade nouveau et plus élevé de la révolution, il faut avant tout inspirer confiance aux masses trompées et éveiller les masses encore assoupies. Pour cela, il faut d'abord montrer que la honteuse politique qui « sacrifiait les intérêts des ouvriers et des paysans » (voir Tang-Pin-Sian) pour soutenir le bloc des quatre classes est à jamais disparue. Tout individu qui penchera du côté de cette politique doit être impitoyablement chassé du Parti communiste chinois.

Il faut rejeter bien loin cette misérable idée de dirigeant superficiel qu'on pourrait encore aujourd'hui, après ces sanglantes épreuves, soulever et conduire des milliers d'ouvriers et de paysans, en déployant seulement le drapeau du K.M.T. (Nous ne livrerons à personne le drapeau bleu du K.M.T. ! s'écrie Boukharine). Non, les masses réclament un programme révolutionnaire et une organisation de combat sortant de leurs propres rangs et offrant la garantie intérieure d'une liaison certaine avec les masses et d'une parfaite fidélité. Pour cela, les dirigeants d'Ouhan ne suffisent pas, il faut des Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, des Soviets de travailleurs.

L. TROTSKY.

(La fin au prochain n°).

Cercle Communiste Marx et Lénine

Le Cercle Communiste Marx et Lénine rassemble des communistes, membres du Parti ou exclus, qui entendent penser, étudier, travailler sans être à la remorque de qui que ce soit.

Le Cercle ne fait pas de racolage. Ne peuvent y adhérer que les camarades dûment recommandés par un communiste sérieux connu du Cercle.

Mais il se trouve certainement encore, dans le Parti et à côté, des camarades susceptibles de le renforcer, de contribuer à son activité, d'accroître son apport intellectuel à la révision nécessaire des notions élaborées à une autre époque et dont toutes n'ont pas résisté aux épreuves de l'expérience.

Aussi invitons-nous les lecteurs et abonnés du *Bulletin Communiste* à venir dans notre modeste organisation pour y garder un vivant contact entre camarades qui n'ont pas perdu courage au cours de la crise du communisme et pour assister aux causeries d'information et d'éducation, prendre part aux discussions, contribuer à la propagande.

Les réunions du Cercle ne sont pas publiques mais tout membre peut y introduire, à l'occasion, un auditeur connu de lui.

Le Cercle est en rapports constants avec les autres groupes d'opposition de France et de l'Internationale, considérant comme groupes d'opposition dignes d'intérêt ceux qui ont des principes et des idées propres, non ceux qui s'inspirent de mobiles de clans ou qui se traînent à la remorque d'une opposition quelconque, de Russie ou d'ailleurs.

Adresser la correspondance aux Secrétaires Mahouy ou Gourget, 96, quai de Jemmapes, Paris (10°).

FAUX ET USAGE DE FAUX

Les gens qui manquent d'idées et d'arguments n'ont guère le choix des moyens pour défendre une mauvaise cause : en désespoir de dialectique, ils recourent aux pires.

Depuis quatre ans, les imposteurs du néo-léninisme ont mis en vigueur, dans les luttes intestines du mouvement communiste, le faux et l'usage de faux. Cela commença au cours de la discussion de 1923-24 où une résolution envoyée à la *Pravda* par l'organisation de Kiev, protestant contre les attaques dirigées contre l'opposition, fut publiée avec une altération de texte consistant à substituer le mot *par* au mot *contre*, de sorte que l'organisation de Kiev se trouvait protester contre les attaques dirigées par l'opposition, exactement le contraire de sa pensée. Un rédacteur de la *Pravda* découvrit le manuscrit raturé et surchargé par le propre secrétaire de Staline, Nazaretian, et le transmit à l'opposition. Celle-ci, par l'organe de Trotsky, Radek et Piatakov éleva une protestation qui leur valut... un blâme de la Commission de Contrôle !

Après cette impudente falsification, ainsi sanctionnée, les faux devinrent d'usage quasi-courant. Il faudra, à loisir, relever les principaux. Pour l'heure, le dernier en date suffit à illustrer les méthodes de Staline et de ses agents. La presse des 15 et 16 janvier a publié une dépêche *Tass* résumant deux documents d'un certain « centre trotskiste », publiés par la *Pravda*, reproduits plus ou moins complètement dans l'*Humanité* du 16, et où nous sommes, une fois de plus, mis en cause. Staline ayant ainsi dépêché à tous les journaux bourgeois du monde de nouvelles falsifications, nous avons à notre tour transmis aux agences pour communication à la presse le démenti suivant :

« La *Pravda* du 15 janvier a mis en circulation deux prétendus « documents » dont la presse française a reproduit l'analyse, d'après les agences. L'*Humanité* du 16 en a donné de longs extraits.

« Il s'agit de faux évidents.

« Ces faux pullulent de maladroites. Jamais il n'a existé de « centre trotskiste » pour l'étranger et jamais les partisans de Trotsky n'ont admis l'existence du soi-disant « trotskisme ».

« Ce terme seul, imputé à l'opposition, suffirait à déceler le faux.

« Les indications données sur les différents groupes d'opposition hors de Russie sont toutes erronées, — sans exception.

« A cette occasion, il est utile de rappeler que depuis 1924, Staline a recouru plusieurs fois aux faussaires et aux agents provocateurs pour les besoins de sa politique de répression. Les deux faux récents ont pour objet de justifier la déportation des leaders de la Révolution ».

BORIS SOUVARINE.

Il s'agit de lettres personnelles tripatouillées et présentées par des faussaires maladroits peu informés des choses de la soi-disant « opposition internationale » laquelle, comme la fameuse « conscience universelle », a pour caractéristique essentielle de ne pas exister. C'est la fraction de Staline qui a intérêt à fabriquer une « opposition

internationale » pour tromper l'opinion ouvrière en imputant à tel ou tel groupe d'opposition les responsabilités de tel ou tel autre groupe n'ayant rien de commun avec le précédent.

Trotsky et ses proches amis politiques ne se permettraient pas d'envoyer des « instructions » à leurs camarades d'Occident, dont l'opposition est consciente et volontaire. Ils ne peuvent ignorer que les partisans de Zinoviev, en Allemagne, en France et en Tchéco-Slovaquie n'ont pas suivi leur leader dans sa dernière aventure. Ils n'ignoraient pas non plus que les oppositions de Hollande et de Belgique ne correspondent pas à la leur. Ils savent que les opposants français de la première heure ne sont pas à leur remorque et qu'il est vain de se donner l'illusion d'en disposer, ces camarades ayant avant tout des principes à défendre. Enfin, l'expression « historien et révolutionnaire de talent » appliquée à Souvarine n'est certainement pas de leur plume.

En revanche, il se trouve dans leur sillage d'éphémères officieux aux responsabilités incertaines et capables d'écrire des lettres à la légère, procurant ainsi aux faussaires une véritable aubaine. Les passages : « ...il faut faire notre jeu sur le groupe *Contre le Courant* » et : « Quant à Souvarine, il occupa une position erronée dans bien des questions » indiquent assez qu'il s'agit d'un cas de cet ordre.

(Saisissons l'occasion de noter, en attendant mieux, les questions où Souvarine, d'après certains camarades russes, occupa une position erronée : désapprobation de leur tactique de soumission, puis d'offensive, puis de capitulation ; blâme de leurs dénonciations visant Eastman et la *Révolution Proletarienne* comme contre-révolutionnaires ; répudiation de leurs conceptions pseudo-gauchistes sur le Comité anglo-russe et, en général, sur le mouvement ouvrier européen, de leur bloc avec Zinoviev et les suiveurs de celui-ci hors de Russie ; de leur point de vue sur la guerre imminente contre l'U.R.S.S...)

Pour en revenir aux faux de la *Pravda*, reproduits par l'*Humanité*, est-il exagéré de demander les noms des signataires de ces « lettres de directives », des membres de ce « centre trotskiste » ? Ce détail aurait plus d'intérêt que le coup des guillemets dont l'*Humanité* s'est vantée d'avoir fait opportunément usage alors qu'elle connaissait la veille notre démenti envoyé à l'agence *Tass*.

Souscription permanente

Une souscription est ouverte pour l'aide matérielle au *Bulletin*. Celui-ci ne peut paraître régulièrement avec le seul montant des abonnements. Une légère contribution volontaire de ses amis suffirait à le mettre à jour.

Quelques camarades ont envoyé spontanément une souscription. A partir du prochain n°, nous publierons nos listes. Prière d'indiquer si les noms ne doivent pas figurer.

Le Parti demande 3 millions de francs pour bourrer les crânes. Le *Bulletin* n'en attend que 3.000 pour les débourrer.

Aidez-nous, amis, si vous voulez voir le *Bulletin* plus souvent.

La crise du P.C. Allemand

Berlin, novembre 1927.

Au cours des mois derniers, notre Parti a remporté des succès électoraux à Hambourg et à Königsberg. La Centrale s'en attribue naturellement la gloire. En réalité, il n'y a pas lieu de s'en trop réjouir, car la social-démocratie a réussi à augmenter ses suffrages dans une proportion encore plus considérable que le P.C.

Ces « succès » ne sont donc nullement le résultat d'une bonne politique communiste, mais l'expression du réveil des masses ouvrières de la léthargie où les avaient plongées les débuts de la stabilisation et les espoirs qu'elles attachaient à la rationalisation. La participation aux élections s'est sensiblement accrue; c'est ce qui explique l'augmentation des voix recueillies par les deux partis ouvriers.

L'activité croissante des masses trouve son expression la plus saillante dans les conflits du travail, qui gagnent en étendue et en intensité. Une vague de grèves traverse le pays, submergeant de nombreuses industries et toutes les régions du Reich. La période de prospérité de l'industrie consécutive à la rationalisation touche à sa fin. L'exportation devient de plus en plus difficile, le marché intérieur est épuisé et seuls des ignares imbus des « principes » fordistes peuvent rêver d'une augmentation du pouvoir d'achat intérieur grâce à de « hauts salaires », que les capitalistes s'obstinent — et pour cause! — à ne pas vouloir accorder.

À l'offensive économique du capital, se joint la politique du bloc bourgeois maître du pouvoir. C'est la domination ouverte de l'industrie lourde et des gros agrariens sous la tutelle de la haute finance, allemande et internationale. Intervention de l'agent des réparations — sur la demande du ministre des finances Kœhler — contre le relèvement des traitements des fonctionnaires, premiers indices de difficultés dans l'exécution du plan Dawes, politique de répression féroce contre le mouvement ouvrier, projet de loi livrant l'école aux cléricaux.

La social-démocratie aurait la puissance de tenir en échec la bourgeoisie, de plus en plus offensive, mais ne fait rien et préfère capituler dans les questions les plus vitales, pour éviter le conflit ouvert avec les partis bourgeois, contre lesquels elle fait une pseudo-opposition au Reichstag tout en collaborant avec eux au cabinet de Prusse et en participant aux fêtes nationalistes en l'honneur d'Hindenburg.

L'attitude des chefs social-démocrates aurait pu attirer au Parti communiste la sympathie et les voix de nombreux prolétaires et détacher ceux-ci du réformisme, qui de socialiste ne conserve plus que le nom. Mais pour y arriver, le P.C. aurait dû pratiquer une politique conséquente, basée sur une analyse nette de la situation, s'inspirant de la nécessité de relier le but final du mouvement aux revendications quotidiennes et de mener celles-ci avec une perspective plus vaste, selon un programme d'action solide.

Mais notre Parti n'a aucune politique. Au moins, sous le règne de Ruth Fischer-Maslow, il en avait une. Elle était fautive, elle a failli ruiner le mouvement communiste, elle a fait de la phrase de gauche le pivot de l'action, du léninisme un dogme et des chefs des papes. Mais ces gens savaient tout de même ce qu'ils voulaient. Aujourd'hui, la politique du Parti est menée au jour le jour. La Centrale et le Bureau politique commettent gaffes sur gaffes, et de peur de répéter les erreurs gauchistes de Ruth-Maslow, ils patagent dans un opportunisme inqualifiable.

D'ailleurs, où trouver les gens capables d'élaborer et de défendre une politique? Ce n'est pas en tenant la vieille garde spartakiste à l'écart qu'on y réussira. Cette garde, dont j'ai parlé l'autre jour, (1) ils en ont une peur bleue.

Comment serait-il d'ailleurs possible d'établir une politique réellement communiste, puisque le C.C. et le B.C. sont en proie à des intrigues constantes ourdies à Moscou? L'antagonisme Staline-Boukharine, qui ne se manifeste en Russie, jusqu'à présent, qu'au sein du C.C. russe, se traduit dans l'Internationale par la compétition acharnée entre la clique Staline-Koussine et la clique Boukharine-Manouïlsky-Humbert-Droz.

Il y a deux mois, le 9 septembre, la Centrale plénière a décidé, contre la résistance farouche de Thaelmann, qui paraissait définitivement limogé, de rappeler Thalheimer en Allemagne, préparant ainsi le retour de Brandler. La clique Boukharine, qui se rendait compte, en face de l'impuissance de notre direction, que le Parti ne peut se passer éternellement de ses meilleurs militants, soutenait le retour de Thalheimer. Mais Thaelmann, la créature de Staline, ne se laissa pas faire. Il obtint que Thalheimer restât à Moscou sous prétexte que celui-ci avait refusé de signer une déclaration au sujet de son attitude en octobre 1923.

Ainsi les problèmes vitaux de notre Parti sont résolus suivant les tiraillements du P.C. russe entre deux cliques. Situation insupportable. A présent, Ernst Meyer, qui avait appuyé le retour de Thalheimer, est parti pour deux mois vers un Limoges caucasien et Thaelmann peut de nouveau se saouler de sa gloire.

L'argument principal de Thaelmann et de sa clique contre le retour des anciens dirigeants n'est aucunement un argument de principe. Ils allèguent que ce retour insufflerait une vie nouvelle à l'opposition de gauche au sein et au dehors du Parti, qui est actuellement très faible, et fournirait à cette gauche l'occasion de crier à la victoire de l'opportunisme (comme si une politique plus opportuniste que celle de la Centrale actuelle était encore possible!)

Le groupe Ruth-Maslow combat tout naturellement la « droite » : Thalheimer, Brandler, Walcher, Bœttcher, Rosi Wolfstein. Il est curieux de voir ces « léninistes 100 % », qui se font traiter de

(1) Voir l'avant-dernier n° du B.C.

petits-bourgeois et de social-démocrates par les officiels de l'Internationale et du parti russe (1), lancer à leur tour les mêmes épithètes contre des camarades qui combattirent aux côtés de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht à une époque où Ruth et Maslow ne s'occupaient pas précisément de communisme. Mais cette attitude de la gauche prouve qu'elle n'a rien appris et que, si jamais elle reprenait la direction, elle achèverait son œuvre de destruction commencée en 1924-25.

Le 23 octobre, ce groupe a tenu une conférence nationale, à laquelle participèrent une centaine de délégués. La conférence n'a pas discuté la question russe dans toute son ampleur, décidant d'attendre les résultats du XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. La plupart de ses travaux étaient consacrés à la situation en Allemagne, et bien entendu, les attaques contre le « brandlérisme », (identifié — procédé très simple et depuis longtemps connu — à la social-démocratie) n'y jouaient pas un petit rôle.

La conférence a voté à l'unanimité deux résolutions, l'une sur la situation en Allemagne, l'autre sur les tâches actuelles de la classe ouvrière allemande. La première énumère les facteurs qui poussent à l'accentuation de la lutte des classes, non sans envelopper les constatations justes d'une phraséologie « léniniste », c'est-à-dire creuse et insipide, et non sans jongler avec les formules-clichés telles que la « relativité » de la « stabilisation ». La seconde résolution reprend la tactique du front unique fixée par le V^e Congrès mondial de l'Internationale et qui a donné, à l'époque où Ruth Fischer et Maslow dirigèrent le Parti, les merveilleux résultats qu'on connaît.

Le groupe Ruth-Maslow se proclame entièrement solidaire de vos Treint et autres Girault. Des lettres de France, publiées dans son organe *Le Drapeau du Communisme*, qui se réclame du « marxisme-léninisme orthodoxe » (sic), glorifient l'époque « héroïque » où Suzanne Girault et ses amis ont détruit le parti français, et quoique leurs critiques contre la direction actuelle du P.C. français soient parfaitement justifiées, leurs conclusions sont vraiment peu édifiantes : retour à l'âge d'or de la direction Treint-Girault.

Le Drapeau du Communisme a reproduit la déclaration de Treint au C.C. français du mois d'août. Cependant, ce journal enguirlande Treint pour avoir parlé de... trotskisme ! On sait combien de papier, d'encre et de salive ces « léninistes orthodoxes » ont gaspillé pour jeter la confusion dans notre parti en menant leur campagne infecte contre le « trotskisme ». Aujourd'hui, ils écrivent textuellement, en commentant la déclaration de Treint :

« Si le camarade Treint mentionne la question « du trotskisme, cela démontre qu'il ne comprend pas encore entièrement la lutte de l'opposition « au sein du parti russe et de l'I.C. contre le « cours ultra-opportuniste de la fraction Staline-Boukharine.

(1) Martynov, menchévik d'extrême-droite, rallié au communisme depuis 1922. J. Pepper, alias Joseph Pogany, social-démocrate de droite pendant et encore après la dictature soviétique en Hongrie. B. Smeral, social-patriote autrichien d'extrême-droite pendant la guerre. Kussinen, centriste kautskyste, dont la politique hésitante a perdu la révolution finlandaise.

« ...Les véritables divergences de vues entre « Trotsky et Lénine ont trait à la période d'avant « la révolution d'Octobre, ou plus précisément à « la période entre mars et octobre 1917. Mais « quiconque connaît ou étudie soigneusement « l'histoire du parti russe, se rend absolument « compte que ces divergences étaient même alors « moindres que le conflit actuel entre le stalinisme « et le léninisme. La fraction Staline-Boukharine « déshonore le léninisme en tâchant d'en couvrir « sa misérable politique. On sait également que « Trotsky était, à côté de Lénine, un chef reconnu « de la révolution d'Octobre et que sa collaboration avec Lénine fut intime et durable. Les « légendes inventées après coup au sujet du « trotskisme » (ces gens ont vraiment du toupet ! « k. r.) de la position actuelle de l'opposition « actuelle sont des attrape-mouches pour jeunes « benêts qui n'ont rien appris et qui se laissent « bourer le crâne. Le truc de la fraction Staline- « Boukharine est un vieux truc menchéviste « (mais lorsque la fraction Zinoviev-Ruth-Maslow « s'en servait en 1924-25, c'était un expédient « archi-léniniste cent pour cent ! — k. r.) : tout « comme les réformistes avérés de la 2^e Inter- « nationale dénonçaient le bolchévisme comme « blanquisme, les révisionnistes et opportunistes « de l'I. C. dénoncent le véritable léninisme « comme trotskisme. »

Cette déclaration se passe de tout commentaire.

KARL TEXTOR.

P. s. — On apprend de Moscou que Clara Zetkin a prononcé un sévère réquisitoire contre la direction actuelle de notre parti, lui reprochant à peu près tout ce que j'ai dit dans ma lettre et exigeant la rentrée de Thalheimer et de Brandler qui, seuls, à son avis, sont capables de tirer le Parti du gâchis actuel.

Il s'agit seulement de savoir si ces paroles auront produit une impression sur Staline. Celui-ci préfère avoir à la tête des sections de l'Internationale des créatures prêtes à voter toutes les inepties, même si les partis en périssent !

Bibliographie

Nous avons reçu :

LUCIEN MONOD : *Éléments de philosophie marxiste* (Cannes, E. Cruvés, Editeur).

HENRY TORRÈS : *Le Procès des Pogromes ; Plaidoirie suivie de témoignages* (Les Editions de France, Paris).

FÉLICIEN CHALLAYE : *L'Enigme de la Chine actuelle* (Paris, Ligue des Droits de l'Homme).

JACQUES LYON : *La Russie Soviétique* (Librairie Félix Alcan, Paris).

PIERRE FERVACQUE : *Le Chef de l'Armée rouge — Mikhaïl Toukhatchevski* (Paris, Eugène Fasquelle).

GEORGES POLITZER : *Critique des fondements de la psychologie* (Les Editions Rieder, Paris).

PIERRE NAVILLE : *La Révolution et les intellectuels* (Paris, Librairie Gallimard).

MAX EASTMAN : *Léon Trotsky — The Portrait of a Youth* (Faber and Gwyer Limited, London).

GEORGES SUAREZ : *De Poincaré à Poincaré — Préface d'Henry Torrès* (Les Editions de France, Paris).

A notre tour, la parole

Depuis 1924, les dirigeants du Parti communiste russe et de l'Internationale ont entrepris contre leurs contradicteurs communistes des campagnes où, selon leur propre expression, ils n'hésitent pas à recourir « à tous les moyens » sans en excepter ceux qu'une saine morale communiste réprouve.

La falsification matérielle des textes, l'altération des idées jugées subversives, la défiguration des faits historiques, le remaniement des statistiques gênantes, le mensonge permanent et la perfidie à outrance — les procédés les moins avouables ont été mis en œuvre pour déconsidérer de loyaux serviteurs de la cause révolutionnaire.

Depuis 1924, ces dirigeants prennent l'univers à témoin des luttes intestines du communisme et passent le plus clair de leur temps à donner matière à se réjouir aux bourgeois, inondant la presse capitaliste des deux mondes de leurs accusations, dénominations et calomnies, auxquelles les opposants ne peuvent même pas répondre dans la presse dite communiste, dans les journaux qu'ils ont créés. Ces derniers temps, il est même fait un usage industriel des sans-parti (*sic*), parmi lesquels bon nombre de contre-révolutionnaires avérés, spécialement qualifiés pour dénigrer les hommes de la Révolution d'Octobre et les fondateurs des partis communistes européens.

Dans ces conditions, le devoir des communistes éprouvés est de travailler à éclairer la masse soumise à l'influence d'un énorme appareil de propagande, d'agitation et de diffamation, en recourant à tous les moyens compatibles avec la dignité de communistes, c'est-à-dire leur permettant de s'exprimer inconditionnellement, sans compromissions, sans aliénation aucune de leur indépendance. Par des réunions publiques, par des affiches de rues, par des publications et feuilles volantes à grand tirage, par les voies d'information non-communistes (agences, journaux, etc.) dont les dirigeants du P.C. russe et de l'I.C. font eux-mêmes un si large usage, il importe d'opposer nos renseignements et nos idées aux campagnes d'adversaires sans scrupules.

Ce n'est pas à nous qu'incombent les responsabilités d'un tel état de choses. Ce n'est pas de gaieté de cœur, entre autres, que nos camarades russes se sont résolus à imprimer et à diffuser clandestinement des textes dont ils savent qu'ils franchiront inévitablement le cercle du Parti pour tomber aux mains de l'ennemi et être reproduits dans la presse bourgeoise. Ce n'est pas d'un libre choix que le camarade Eastman a publié son article révélant le « testament » de Lénine ailleurs que dans la presse du Parti. De même que Lénine, à un moment critique, s'est résolu à traverser l'Allemagne malgré les lourds inconvénients de l'opération, dans des conditions qui lui répugnaient et qu'il eût répudiées en d'autres circonstances, les communistes véritables sauront, dans l'intérêt supérieur de leurs idées, user des voies exceptionnelles qui leur permettraient de s'exprimer

mer sans rien abdiquer de leur liberté d'esprit et d'action.

Une telle détermination n'a évidemment rien de commun avec la conduite sans excuse de ces personnalités en vue de l'actuel parti communiste qui, pour de l'argent, collaborent à la presse bourgeoise en s'adaptant au goût de la clientèle, avec l'assentiment au moins tacite de leur parti.

Ayant fait tout ce qui dépendait de nous pour circonscrire aux limites du Parti les discussions qui ont dégénéré, non de notre côté, en diatribes ignominieuses ; ayant su maintenir inébranlablement notre position en résistant aux sollicitations, aux promesses, aux injures et aux menaces ; ayant vu confirmer par tout le cours des événements la justesse de notre attitude, — nous persisterons sans égard aux hypocrisies des saboteurs du communisme officiel dont les vitupérations nous laissent absolument froids.

LA COMMISSION EXÉCUTIVE
DU CERCLE COMMUNISTE MARX ET LÉNINE.

Un ordre du jour

Le Rayon du Parti Communiste de Dôle (Jura), nous adresse, en nous priant de l'insérer, l'ordre du jour suivant que nous publions intégralement non pour le faire nôtre, mais pour révéler le trouble de certaines organisations provinciales du Parti :

L'Assemblée générale du Rayon de Dôle, dans sa séance du 3 décembre 1927, après avoir pris connaissance des sanctions prises par la direction du Parti Communiste Russe contre les camarades Trotsky, Zinoviev, Radek, Rakovsky, etc., etc.,

s'élève contre cette politique d'exclusion tendant à la division des forces ouvrières révolutionnaires.

Le Rayon, tout en se déclarant d'accord avec les grandes lignes de travail pratique accompli dans la Section française,

s'étonne que le point de vue du Comité Central paraisse dans l'*Humanité* avant que la discussion soit ouverte dans le Parti, avant que tous les éléments d'appréciation susceptibles d'éclairer les adhérents soient distribués ;

regrette l'attitude du Comité Central qui soutient la plate-forme de l'Internationale en ce qui concerne le Comité anglo-russe et la révolution chinoise, malgré les nombreuses fautes que cette plate-forme a engendrées dans l'action révolutionnaire ;

espère qu'une réaction générale du Parti indiquera, tant au point de vue national qu'au point de vue international, qu'il y a lieu de se référer au « testament » de Lénine et d'accueillir dans les organismes directeurs du Parti Communiste mondial et à tous les échelons, les camarades dont l'action révolutionnaire n'est nullement attachée (?) par une synthèse de tactique (?) opposée à celle de la majorité (?).

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD
La Roche-sur-Yon (Vendée)